

CCCT

Annexe n°4 –

Règlement

de chantier

Avril 2023

Table des matières

Chapitre 1 – Rappels des indications générales4

ARTICLE 1 – Objet du règlement de chantier	6
ARTICLE 2 – Obligations du Constructeur	6
ARTICLE 3 – Planning prévisionnel	6
ARTICLE 4 – Utilisation des ouvrages	6
ARTICLE 5 – État des lieux.....	7
ARTICLE 6 – Emprises précaires de chantier	7
ARTICLE 7 – Réglementation de l'utilisation des ouvrages VRD par le constructeur	8
ARTICLE 8 – Interdictions	9
ARTICLE 9 – Installation des chantiers du constructeur	10
ARTICLE 10 – Travaux du constructeur soumis à autorisation préalable	11
ARTICLE 11 – Conditions générales d'attribution des autorisations	11
ARTICLE 12 – Police des chantiers et de la conservation	12
des ouvrages VRD.....	12
ARTICLE 13 – Circulation de chantier	12
ARTICLE 14 – Remise en état des ouvrages VRD	13
ARTICLE 15 – Dépôt de garantie	13

Chapitre 2 – Qualité environnementale du chantier..... 14

ARTICLE 16 – Objectif de chantier à faibles impacts environnementaux	15
ARTICLE 17 – Propreté du chantier	16
ARTICLE 18 – Base vie durable.....	16
ARTICLE 19 – Information du personnel de chantier.....	17
ARTICLE 20 – Limitation des consommations en ressources	17
ARTICLE 21 – Limitation des nuisances acoustiques.....	18
ARTICLE 22 – Limitation des rejets dans l'air.....	20
ARTICLE 23 – Limitation des risques sur la santé du personnel lié aux produits et matériaux	21
ARTICLE 24 – Limitation des pollutions de proximité.....	21
ARTICLE 25 – Gestion et collecte sélective des déchets	25
ARTICLE 26 – Gestion de l'eau et biodiversité.....	28
ARTICLE 27 – Plan environnement chantier.....	31

Chapitre 3 – Prescriptions diverses34

ARTICLE 28 – Sécurité et responsabilité	35
ARTICLE 29 – Clôtures de chantier.....	37
ARTICLE 30 – Accès au chantier/fermeture.....	37
ARTICLE 31 – Panneaux de chantier	38

ARTICLE 32 – Gardiennage	39
ARTICLE 33 – Stationnement des véhicules.....	40
ARTICLE 34 – Alimentation du chantier.....	40
ARTICLE 35 – Terrassements	40
ARTICLE 36 – Prescription relative à l'utilisation des grues.....	41
ARTICLE 37 – Centrales de production de béton	42
ARTICLE 38 – Travaux sur les espaces communs de l'opération d'aménagement.....	42
ARTICLE 39 – Contrôle de l'exécution en travaux.....	42
ARTICLE 40 – Diffusion du présent règlement.....	43
ARTICLE 41 – Interférences et coordination des chantiers simultanés	43
ARTICLE 42 – Sanctions et modalités financières.....	43
ARTICLE 43 – Référé préventif.....	45
ARTICLE 44 – Compte des dépenses d'intérêt commun de la ZAC	45
ARTICLE 45 – Adaptation et mise à jour du présent règlement de chantier	47

Chapitre 1 – Rappels des indications générales

L'Établissement public d'aménagement Paris-Saclay intervient dans la réalisation de cette opération en qualité d'Aménageur.

La tâche de l'EPA Paris-Saclay consiste principalement à viabiliser les terrains du quartier préalablement à la construction de bâtiments, ainsi qu'à coordonner les chantiers et interventions sur les espaces publics.

Les travaux de viabilisation seront réalisés par l'EPA Paris-Saclay en conformité des projets qu'il a fait établir et en coordonnant leur exécution avec les programmes des Constructeurs.

Le présent Règlement de chantier constitue l'Annexe n°4 – Règlement de chantier du CCCT.

ARTICLE 1 – Objet du règlement de chantier

Le présent Règlement de chantier a pour objet de préciser les modalités d'exécution des chantiers. Il définit les modalités pratiques d'utilisation des ouvrages VRD réalisés par l'Aménageur, de la conduite des chantiers des Constructeurs à l'issue de la première phase et de la phase définitive de mise en viabilité des terrains par l'Aménageur ainsi que les prescriptions applicables en matière de respect de l'environnement sur les chantiers.

ARTICLE 2 – Obligations du Constructeur

Le Constructeur accepte le présent Règlement de chantier et s'engage à le faire respecter par ses commettants, hommes de l'Art, entrepreneurs et leurs fournisseurs, chargés d'études ou chargés de travaux.

Le présent Règlement de chantier devra être joint intégralement aux pièces contractuelles des marchés passés par le Constructeur pour la réalisation de ses travaux.

Un exemplaire du règlement devra pouvoir être consulté dans les différents bureaux de chantiers.

ARTICLE 3 – Planning prévisionnel

L'ensemble des travaux à réaliser par l'Aménageur sera exécuté en une ou plusieurs tranches.

Le planning de construction des bâtiments devra être transmis à l'Aménageur et constamment tenu à jour de façon, d'une part, à intégrer la mise en service des constructions dans le planning général de l'opération et, d'autre part, à coordonner l'intervention des différentes entreprises du Constructeur et de l'Aménageur sur les travaux entrant en interface (aménagement espaces publics, branchement réseaux, etc.) et pour permettre la livraison des bâtiments à la date convenue d'un commun accord.

Sur ce document devront apparaître, outre les dates de démarrage et d'achèvement des ouvrages, les dates de commission de sécurité et réceptions préalables éventuelles ainsi que les dates de début et de fin concernant :

- Les interventions sur le domaine public,
- Le terrassement et les travaux de fondations profondes,
- La réalisation des infrastructures,
- Le gros-œuvre,
- L'installation et l'enlèvement des grues,
- Les raccordements (provisaires ou définitifs) à l'assainissement,
- Les raccordements (provisaires ou définitifs) aux autres réseaux,
- Les revêtements des façades, la libération des abords et des pieds de façades,
- Les aménagements intérieurs par les utilisateurs,
- La livraison et l'emménagement.

ARTICLE 4 – Utilisation des ouvrages

En aucun cas, le Constructeur ne pourra utiliser un quelconque ouvrage VRD, réceptionné ou non par l'Aménageur, sans l'accord écrit de celui-ci prévu aux ARTICLES 9 et 10 ci-après, et sans constat contradictoire préalable de l'état des équipements d'infrastructure dont il est question.

Dans le respect de la prescription ci-dessus, par le simple fait d'utiliser un ouvrage, le Constructeur sera réputé avoir reconnu le bon état de cet ouvrage et en connaître les caractéristiques limites d'utilisation.

ARTICLE 5 – État des lieux

En présence des représentants de l'Aménageur et du Constructeur, il sera procédé avant prise de possession du terrain au constat contradictoire d'état des lieux. Il sera notamment constaté, sur place :

- le bon écoulement des eaux pluviales et des eaux usées dans les canalisations d'évacuation et la présence de tampons sur chaque regard de visite ;
- l'état des regards d'assainissement (le cas échéant) ;
- l'état de tous les accessoires des canalisations d'eau, de gaz, d'électricité, et de celles réservées aux télécommunications et au chauffage, s'ils sont réalisés ;
- l'état de la voirie (revêtement de surface, plantations, mobilier urbain, bordures de chaussées, etc.) ;
- l'état des infrastructures existantes (piles et viaduc de la Société du Grand Paris...) ;
- le repérage des éventuelles zones d'intérêt écologique à préserver ou à restaurer conformément aux dispositions prises dans les dossiers réglementaires (étude d'impact, dossier espèces protégées, etc.) ;
- les stocks de terre végétale et leur emplacement ;
- l'état des terrains mis à la disposition du Constructeur et leurs limites.

Les constatations visées ci-dessus seront consignées en un procès-verbal signé conjointement. À ce procès-verbal sera joint un plan de récolement sur lequel seront reportés :

- les réseaux posés, avec les cotes de fil d'eau et de tampon ;
- le nivellement des chaussées ;
- les emplacements des stocks de terre végétale mis en dépôt.

En cas d'inexistence de ces plans au moment de l'état des lieux, ceux-ci seront remis 15 jours après l'exécution des travaux à récolement.

À dater de la remise de ces plans au Constructeur, celui-ci disposera d'un délai d'un mois pour adresser à l'Aménageur ses éventuelles observations sur les côtes figurant sur ces plans.

Le plan de récolement défini sera complété chaque fois que, en cours de chantier, un nouvel ouvrage VRD sera construit et mis à la disposition du Constructeur.

L'utilisation par le Constructeur des ouvrages VRD avant que l'état des lieux ne soit établi, dégage l'Aménageur de toutes responsabilités.

Dans le cas où des dégradations seraient faites par le Constructeur, ce dernier aura la charge des frais de remise en état, les travaux étant faits par l'entreprise de l'Aménageur dans les conditions fixées à l'ARTICLE 14 du présent Règlement.

ARTICLE 6 – Emprises précaires de chantier

ARTICLE 6.1 – Convention d'occupation précaire d'emprises de chantier

Si le Constructeur a des besoins particuliers qui nécessitent une emprise en dehors de sa propriété, il devra en faire la demande auprès du propriétaire, en particulier de l'Aménageur. Celui-ci examinera cette demande qui fera l'objet, si acceptation, d'une convention d'occupation précaire (COP) d'emprises de chantier qui devra être signé par le propriétaire et le Constructeur. Pour les emprises précaires propriétés de l'aménageur, cette mise à disposition s'effectuera suivant spécifications de cette COP qui fera clairement apparaître le caractère précaire de l'occupation des emprises ainsi que les indications suivantes :

- les surfaces ;
- les dates d'occupation et conditions de renouvellement.

Elle sera accompagnée d'un plan coté de l'usage de l'emprise (stockage de matériaux ou de matériel, base-vie, stationnement...)

Dans le cas où une partie des emprises précaires de chantier pourrait être située sur les ouvrages de voirie,

le Constructeur devra prendre toutes dispositions pour assurer le respect des surcharges admissibles sur l'ouvrage d'une part, et d'autre part pour éviter tout désordre pouvant survenir du fait de son occupation.

Un phasage d'occupation et de restitution de ces emprises sera imposé au Constructeur lors de l'établissement de la COP et en cours de travaux en cas d'évolution, non seulement en fonction des travaux des chantiers voisins, mais également des remblais des voies, des réseaux, des travaux d'aménagement de voirie et des circulations provisoires de chantiers.

En règle générale, les emprises devront être restituées par le Constructeur à l'Aménageur 6 mois avant la date prévue de livraison du bâtiment. Tout retard dans la restitution des emprises à aménager impliquera un décalage de l'aménagement des abords du lot.

En cas d'urgence, d'un problème de coordination avec les chantiers d'autres Constructeurs ou de l'Aménageur, les emprises devront être libérées par le Constructeur au plus tard 45 jours calendaires après notification par lettre recommandée de l'Aménageur.

Les terrains ainsi mis à la disposition du Constructeur resteront propriétés de l'Aménageur. Pour cette raison, ils ne pourront, sauf dérogation écrite de l'Aménageur, comporter d'installations fixes, de fondations profondes, de grues, de réseaux, branchements ou installations qui ne puissent être très rapidement déplacés.

Les emprises, propriétés de l'Aménageur, mises à disposition du Constructeur dans ce cadre le sont à titre gracieux. Néanmoins, l'utilisation d'emprises sans accord préalable de l'Aménageur ou en l'absence de convention valide pourra faire l'objet de pénalités. Par ailleurs, toute demande d'utilisation d'emprises du domaine public, non géré par l'Aménageur, doit faire l'objet d'une demande auprès du gestionnaire de voirie.

En cours d'exécution, les demandes (modifiant les termes de la convention) seront formalisées par écrit qui sera transmise à l'Aménageur qui disposera de 15 jours calendaires pour accepter, avec réserve éventuelles, ou refuser la demande. En cas d'absence de réponse de l'aménageur dans ce délai la demande sera considérée comme refusée.

Si les terrains sur lesquels le Constructeur souhaite installer des emprises de chantier qui ne sont pas propriété de l'Aménageur, le Constructeur devra faire une demande auprès du propriétaire en mettant en copie l'Aménageur. Le Constructeur devra s'acquitter des droits de voirie ou d'occupation qui pourraient lui être demandés.

ARTICLE 6.2 – Constats contradictoires et restitution des ouvrages définitifs de voirie

Tous les ouvrages définitifs de voirie (revêtement de surface, plantations, mobilier urbain, bordures de chaussées, etc.) bordant le terrain du Constructeur ou supportant les emprises précaires de chantier devront faire l'objet d'un constat contradictoire en début et en fin de chantier.

Ces terrains ou parties d'ouvrages devront être restitués libres de tous dépôts, constructions, installations, canalisations ou autres ouvrages et sans avoir reçu de modifications de nivellement autres que celles qui auraient pu être autorisées par l'Aménageur.

Le Constructeur devra faire établir, à ses frais un relevé topographique préalablement à la prise de possession ainsi qu'à la restitution de l'emprise précaire.

En cas de détérioration constatée et imputable au Constructeur, celui-ci fera réaliser les travaux de reprise nécessaires. En cas de défaillance de sa part, et 8 jours après mise en demeure du Constructeur restée sans effet, l'Aménageur les fera réaliser par une tierce entreprise au frais du dit Constructeur.

L'Aménageur peut en outre imposer la protection pendant les chantiers de ces ouvrages définitifs de voirie au moyen de dispositifs adaptés.

ARTICLE 7 – Réglementation de l'utilisation des ouvrages VRD par le constructeur

Les conditions d'utilisation de toutes les voies seront celles appliquées en matière de voirie communale et départementale.

Le Constructeur ne peut utiliser :

- les ouvrages et les voies que dans le cadre de la réglementation en vigueur et notamment du Code de la

Route et du décret n°79-1152 du 28 décembre 1979 modification du décret n° 64-262 du 14 mars 1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

- les ouvrages et les voies que dans le cadre de la réglementation de la voirie départementale ;
- les réseaux que dans le cadre des prescriptions et réglementations édictées par les différents Concessionnaires.

En outre, il devra veiller scrupuleusement au respect des clauses contenues dans les articles ci-après.

ARTICLE 8 – Interdictions

ARTICLE 8.1 – Les voies

En application de l'article ci-dessus, il est expressément fait défense de nuire aux chaussées et à leurs dépendances ou de compromettre la sécurité ou la commodité de la circulation sur ces voies, notamment :

- d'y faire circuler des catégories de véhicules ou engins de chantier dont l'usage n'est pas autorisé par le Code de la Route ou a été interdit par arrêté du Maire, sauf dérogation expresse (convois exceptionnels) ;
- de détériorer les talus ou accotements, fossés, ainsi que les marques indicatives de leurs limites ;
- de rejeter sur les voies et leurs dépendances des eaux insalubres ou susceptibles de causer des dégradations, d'entraver l'écoulement des eaux de pluie, de gêner la circulation ou de nuire à la sécurité publique ;
- de dégrader des appareils de signalisation et leurs supports, les bornes ou balises des voies, les plantations, les ouvrages d'art ou leurs dépendances, les revêtements de trottoirs et chaussées, et d'une façon générale, tout ouvrage situé dans les emprises de ces voies, notamment les supports des lignes téléphoniques ou la distribution d'énergie électrique ou d'éclairage ;
- de déposer sur ces voies des objets ou produits susceptibles de les dégrader (produits pétroliers et leurs dérivés, béton, etc.) et de porter atteinte à la sécurité de la circulation notamment d'y jeter des pierres ou toutes autres matières, d'y amener par des véhicules en provenance de terrains riverains, des amas de terre, d'abandonner sur la chaussée des produits tombés de chargements mal assurés, tels que graviers, gravois, etc. et d'une manière générale, de se livrer à tout acte pouvant porter atteinte à l'intégrité des voies et des ouvrages qu'elles comportent, à en modifier l'assiette ou à y occasionner des détériorations. Tous les gravois provenant des entreprises de gros œuvre devront, notamment, être évacués en dehors du chantier sauf accord écrit de l'Aménageur. Il est fait obligation aux utilisateurs de nettoyer les roues des véhicules avant leur sortie des chantiers ;
- d'installer ses chantiers dans l'emprise des voies exécutées dans leur phase provisoire et dans l'emprise de leurs trottoirs. Dans le cas où les impératifs des travaux de bâtiments imposeraient l'installation de grues ou stocks de matériaux sur les voies publiques, l'entreprise solliciterait l'accord préalable de l'Aménageur pour chaque cas d'espèce. Cet accord ne pourra être donné que sous réserve du respect de ces règles et contraintes, notamment de protection, de sécurité, et de signalisation ;
- de stationner des engins de chantier sur la voie publique.

ARTICLE 8.2 – Les canalisations

L'utilisation des canalisations ne pourra être autorisée que pour les eaux claires et limpides, exemptes de tous produits étrangers en particulier laitance de ciment, boue, etc.

Les fosses de décantation fréquemment nettoyées seront aménagées par les entreprises de bâtiments entre les bétonnières et les canalisations.

Les tampons de regards de visite et de bouches d'égout seront protégés contre les chocs par le Constructeur.

La circulation devra être laissée libre sur la totalité de la largeur des voies.

En cas de franchissement des bordures et caniveaux, des protections, préalablement validées par l'Aménageur, seront mises en place.

Les rejets d'eaux de chantier devront respecter les débits maximums inscrits au Dossier Loi sur l'Eau de la ZAC.

ARTICLE 9 – Installation des chantiers du constructeur

En principe, sauf accord particulier de l'Aménageur que le Constructeur s'engage à obtenir préalablement à l'exécution des travaux, il ne pourra utiliser d'autres terrains que ceux qui lui sont cédés pour :

- l'accès de ses chantiers ;
- l'édification de constructions provisoires ;
- l'aménagement des dépôts pour les engins, l'outillage et les matériaux de ses entreprises ;
- la réalisation d'un parc de stationnement.

Le Constructeur devra, 30 jours avant tout démarrage du chantier, fournir à l'Aménageur, pour examen et accord du Coordonnateur SPS de ZAC et de l'OPC de ZAC ainsi que le prévoit l'article 10 ci-après, le plan des installations de chantier de ses entreprises. Ce plan, préalablement visé par les représentants du Constructeur, indiquera d'une façon précise :

- l'emplacement, le type et l'élévation des clôtures, portails et portillons d'accès ;
- les positions et dimensions de tous les types de bungalows et containers ainsi que leurs accès ;
- les positions des raccordements chantiers (électricité, eaux pluviales, eaux usées, télécom...) ;
- les positions et leurs types et dimensions de toutes les zones de stockage ;
- les positions et dimensions de la zone de livraison et la circulation chantier envisagée ;
- les positions et dimensions des éventuelles centrales à béton ;
- l'emplacement du gardiennage/contrôle d'accès ;
- les positions et caractéristiques des réseaux provisoires de chantier et leurs points de branchement (pour les bâtiments, base-vie, aire de lavage, etc.) ;
- l'emplacement des grues à tour avec l'encombrement de leurs éventuelles voies de roulement, leurs zones de giration possible et de survols interdits, leurs hauteurs pour les flèches et contre-flèches, leurs hauteurs totales, leurs hauteurs maximales sous crochet, leurs dates de montage et de démontage et la matérialisation des zones d'interférences des grues, respectant la servitude radioélectrique prescrite par la DGAC ;
- les positions et caractéristiques des grues mobiles et autres engins susceptibles d'être en interférence avec des engins des autres chantiers ;
- les emplacements réservés aux dépôts de terres ;
- les emplacements des panneaux de chantier ;
- les cheminements des piétons ;
- la signalisation ;
- les positions et dimensions de l'aire de lavage des véhicules ;
- les positions et dimensions de la zone de stationnement ;
- les effectifs de chantier et flux de trafic en moyenne et en pointe.

Il précisera par ailleurs les mesures envisagées pour la protection des ouvrages VRD :

- protection des réseaux aux droits des accès de chantier ;
- maintenance de l'écoulement des eaux de surface ;
- protection des zones d'intérêt écologique, etc.

Le plan d'installation de chantier, géo-référencé en dwg et représenté sur l'orthophotographie la plus récente, coté, avec nivellement, doit présenter les différentes phases du chantier en accord avec le planning général de la ZAC, il sera établi sur un plan de l'existant avec la topographie, émergences...

Après la transmission du plan des installations de chantier par le Constructeur, l'Aménageur formulera une réponse dans un délai de 8 jours à compter de la complétude du dossier. Ce plan sera obligatoirement mis

à jour en cas de modification de l'organisation de chantier ou du planning des travaux.

Dans l'hypothèse où le Constructeur souhaiterait utiliser un autre terrain que celui qui délimite l'emprise de son lot, il devra d'une part recueillir l'accord de l'Aménageur, et d'autre part faire effectuer un bornage et relevé topographique, à ses frais, par un géomètre expert dudit terrain mis à disposition.

L'Aménageur ou son représentant procédera en présence du Coordonnateur SPS de ZAC et OPC de ZAC à la visite des installations de chantier pour vérifier leur conformité avec les plans et dispositions ayant reçues leur accord.

L'Aménageur souhaite une parfaite tenue du chantier pendant toute la durée des travaux. En particulier, les installations de chantier (baraquements, clôtures, etc.) devant être entretenues régulièrement, les matériaux et matériels entreposés correctement, les gravois évacués systématiquement aux décharges de l'entrepreneur, les lignes d'alimentation de chantier parfaitement entretenues.

Les chantiers doivent être clos en dehors des horaires d'activité.

ARTICLE 10 – Travaux du constructeur soumis à autorisation préalable

Le Constructeur ne peut, sans autorisation préalable de l'Aménageur, faire aucun ouvrage sur ou sous les voies ou à proximité de celles-ci susceptible de dégrader directement ou indirectement les ouvrages de l'Aménageur, notamment :

- ouvrir sur le sol de ces voies ou de leurs dépendances, aucune fouille ou tranchée, en enlever de la terre, du gravier, du sable ou autre matériau, y installer des canalisations, y faire aucun dépôt de quelque nature que ce soit, y étendre aucune espèce de produit ou matière ;
- ouvrir des fossés ou tranchées le long de ces voies et creuser des excavations ;
- établir des accès à ces voies ;
- se brancher sur les canalisations d'amenée d'eau, de gaz, d'électricité, sur les égouts, etc. sauf aux points de raccordement définis d'un commun accord ;
- établir à proximité de ces voies des décharges publiques ou privées ;
- placer des panneaux réclame, papillons, affiches publicitaires ;
- installer les grues sans accord préalable de la commune qui sollicitera l'avis de la DGAC sur la base d'une proposition préalablement validée par Aménageur en charge de la coordination d'ensemble.

ARTICLE 11 – Conditions générales d'attribution des autorisations

ARTICLE 11.1 – Présentation des demandes

Ainsi que le précisent les ARTICLES 9 et 10 ci-dessus, le Constructeur est tenu de demander l'autorisation de l'Aménageur avant d'entreprendre tous travaux intéressant son lot.

La demande concernant les installations de chantier (ARTICLE 9 ci-dessus) devra être faite 30 jours avant la date prévue pour le commencement desdits travaux d'installation. Les demandes concernant les travaux précisés dans l'ARTICLE 10 et qui seront exécutés en cours de chantier, devront être faites au moins 30 jours avant la date prévue pour leur exécution.

Les demandes écrites seront présentées par le Constructeur ou son mandataire. Elles seront remises à l'Aménageur ou à son représentant, qui en assurera l'instruction.

Elles contiendront :

- l'indication exacte du nom ou de la raison sociale, du domicile du Constructeur ou de son mandataire ;
- la désignation précise du bâtiment ou du lot auquel les travaux se rapportent ;
- la description exacte des travaux envisagés ;

- les plans d'exécution pour les sujets en interface avec l'Aménageur seront joints en 1 exemplaire à chaque demande.

ARTICLE 11.2 – Délivrance et validité des autorisations

Les autorisations sont accordées par l'Aménageur, qui notifiera sa décision au Constructeur :

- pour les travaux d'installations de chantiers précisés à l'ARTICLE 9 dans un délai de huit (8) jours ouvrés ;
- pour les travaux précisés dans l'ARTICLE 10 dans un délai de huit (8) jours ouvrés. Les délais étant comptés à partir de la date de la réception de la demande écrite.

Toutes les autorisations permettant emprise, saillie ou accès sur les voies peuvent toujours être modifiées ou révoquées en tout ou en partie, lorsque l'Aménageur le juge utile à l'intérêt de la conservation ou de la police des voies. Le Constructeur est tenu de se conformer à ces décisions sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Les modifications et retraits des autorisations accordées font également l'objet d'une décision de l'Aménageur notifiée au Constructeur.

Les décisions portant autorisation, modification ou retrait d'autorisation seront notifiées au Constructeur par écrit qui s'y conformera dans un délai précisé par l'Aménageur.

ARTICLE 11.3 – Obligations générales imposées au Constructeur

Le Constructeur est tenu de se conformer aux obligations qui lui sont imposées par la décision portant autorisation de travaux ; cette décision peut soumettre la réalisation des travaux sollicités, à la construction préalable, dans les emprises des terrains appartenant au Constructeur, d'ouvrages permettant d'assurer la bonne conservation des voies ou ouvrages de l'Aménageur. Il en sera ainsi notamment :

- pour les autorisations de raccordement au réseau d'égouts, pour lequel des regards de décantation efficaces et fréquemment nettoyés seront exigés durant la durée des chantiers ;
- pour les autorisations d'accès sur les voies, pour lesquelles seront exigés des aires de lavage des véhicules et des chemins d'accès revêtus sur une longueur pouvant aller jusqu'à 50 mètres ;
- pour les autorisations de terrassement en limite de voirie, des ouvrages de soutènements correctement dimensionnés

ARTICLE 12 – Police des chantiers et de la conservation des ouvrages VRD

Le Constructeur est tenu de se soumettre aux décisions, arrêtés, interdits édictés par le Maire.

L'Aménageur, ou ses mandataires, sont chargés de veiller au respect de cette réglementation ainsi qu'à la conservation des ouvrages VRD jusqu'à leur remise, soit aux Collectivités publiques, soit aux Concessionnaires qui les représentent.

Les infractions au présent règlement de chantier, seront constatées par des procès-verbaux, dressés unilatéralement par l'Aménageur ou son représentant, avec photos à l'appui ; ceux-ci feront foi jusqu'à preuve du contraire.

Ces infractions feront notamment l'objet de pénalités listées à l'ARTICLE 42 du présent document.

L'Aménageur prélèvera le montant des pénalités sur le dépôt de garantie conformément à l'ARTICLE 15.

En aucun cas, cette surveillance ne déchargera le Constructeur de sa responsabilité.

ARTICLE 13 – Circulation de chantier

Il est rappelé que la circulation de chantier au niveau de chaque lot s'effectuera en conformité avec le plan d'installations de chantier visé par l'Aménageur (ARTICLE 9)

Des précisions peuvent être apportées dans le cadre des conditions particulières visées à l'ARTICLE 7.

Les itinéraires de circulation sur le domaine public des véhicules desservant le chantier seront impératifs et

donnés par l'Aménageur en accord le cas échéant avec la collectivité locale concernée et le schéma de circulation mis en place à l'échelle de la ZAC.

Ce schéma sera susceptible d'évoluer en fonction des travaux de la ZAC et le Constructeur sera tenu de s'y conformer.

Ce schéma sera présenté et transmis lors des réunions organisées par l'Aménageur. Ces itinéraires devront être imposés par le Constructeur à ses entrepreneurs.

ARTICLE 14 – Remise en état des ouvrages VRD

En cas de dégradations des ouvrages VRD dument constatées par l'Aménageur dues aux travaux du Constructeur, ce dernier procédera au fur et à mesure, à ses frais, aux réfections nécessaires.

À défaut, après mise en demeure écrite, restée infructueuse, l'Aménageur y fera procéder aux frais et risques du Constructeur, et lui fournira les montants des dépenses correspondantes.

A la fin des travaux réalisés par le Constructeur sur son lot, il est procédé, à l'initiative de l'Aménageur, à un constat contradictoire entre les représentants du Constructeur et de l'Aménageur. Ce constat, établi dans le même esprit qu'à l'article 5 du présent règlement, permettra de constater le bon état de fonctionnement des ouvrages VRD qui ont été utilisés par le Constructeur.

Dans le cas où des dégradations de ces ouvrages apparaîtraient lors de ce constat ou n'auraient pas fait l'objet des réfections nécessaires en cours de chantier, l'Aménageur fera procéder aux travaux nécessaires par l'entreprise de son choix, aux frais et risques du Constructeur et prélèvera ces sommes sur le dépôt de garantie conformément à l'ARTICLE 15.

ARTICLE 15 – Dépôt de garantie

Ce dépôt de garantie non soumis à TVA est destiné à garantir le paiement encouru au titre des dégradations des ouvrages par le Constructeur (ARTICLE 14) et des sanctions prises en cas de non- respect du présent règlement de chantier (ARTICLE 42).

Le Constructeur devra verser à l'Aménageur un dépôt de garantie d'un montant de 5 €/m² surface de plancher, à la date au plus tôt entre la signature de l'acte de vente et la déclaration d'ouverture du chantier,

En cas de non-paiement par le Constructeur dans un délai de 15 jours à dater de l'application de la (des) pénalité(s) ou du montant qui lui a été notifié, les montants s'imputeront automatiquement sur le dépôt de garantie et seront en conséquence considérée payée.

Lorsque les sommes imputées sur le dépôt de garantie atteindront 50% du montant du dépôt, le Constructeur sera tenu d'effectuer un nouveau dépôt afin de reconstituer le dépôt de garantie initial.

Le remboursement sera restitué au Constructeur dans un délai de trois mois à compter de la date de présentation de l'attestation d'achèvement des travaux (DAACT) ou de libération des emprises précaires, la date la plus tardive étant retenue. Ce montant sera restitué déduction faite des sommes encourues et demeurées impayées.

Chapitre 2 – Qualité environnementale du chantier

ARTICLE 16 – Objectif de chantier à faibles impacts environnementaux

ARTICLE 16.1 – Objectifs

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de l'élaboration du projet d'aménagement de la ZAC. Si l'on considère le cycle de vie complet des infrastructures de voiries et réseaux divers, la phase de chantier est de courte durée mais, constituée, avec la démolition, une source importante d'atteintes à l'environnement qu'il convient de prendre en compte. L'enjeu de la démarche est d'éviter et réduire ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier « à faibles nuisances » sont de :

- Eviter et réduire les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier ;
- Eviter et réduire les risques sur la santé des ouvriers ;
- Sensibiliser les acteurs au respect de l'environnement ;
- Eviter et réduire les pollutions sur le chantier ;
- Eviter et réduire les consommations des ressources sur le chantier ;
- Optimiser la gestion des déchets de chantier.

Dans le cas où l'opération est concernée par une certification, labélisation ou démarche multicritères (HQE), le référentiel concerné sera applicable en complément des prescriptions décrites dans le présent document. Le présent règlement de chantier prescrit un certain nombre d'actions à mener systématiquement.

L'attention du Constructeur est attirée sur la sensibilité du contexte de l'opération, notamment sur le plan de la gestion de l'eau (maîtrise des ruissellements), et sur la proximité de laboratoires de recherche. L'ensemble des matériels, en particulier ceux mis en œuvre lors des opérations de démolition, terrassement et compactage, devront être adaptés au site. Le Constructeur veillera à ne causer aucune dégradation aux bâtiments et infrastructures avoisinantes.

ARTICLE 16.2 – Suivi environnemental

Le Constructeur sera chargé du suivi environnemental de son chantier et justifier de la bonne application du présent cahier des charges dans les 15 jours, sur demande de l'Aménageur.

Lorsque précisé dans le présent cahier des charges, le Constructeur devra remettre périodiquement un suivi environnemental à l'Aménageur. Cela s'applique notamment aux consommations d'eau et d'énergie du chantier et des cantonnements.

Un responsable environnemental – chantier à faibles nuisances sera désigné par le Constructeur pour le chantier. Chaque entreprise intervenant sur l'opération devra justifier d'un référent environnemental.

L'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier devront signer une Charte Chantier Vert – à faibles nuisances.

Le Constructeur fera état du suivi environnemental, de la mise en œuvre du Plan environnemental de chantier et des écarts éventuels en réunion de chantier.

En fin de chantier, le Constructeur présentera un bilan environnemental complet, sur l'ensemble des points et dispositions présentés dans le Cahier des charges.

ARTICLE 17 – Propreté du chantier

ARTICLE 17.1 – Tenue du chantier

- Le Constructeur devra exiger la propreté la plus grande et une parfaite tenue du chantier pendant la durée des travaux, tant à l'intérieur de l'opération et des emprises, qu'en ce qui concerne les clôtures, l'affichage, la signalisation et les abords.
- En cas d'observation de l'Aménageur, le Constructeur devra veiller à ce que les dispositions soient prises immédiatement dans ce sens.
- Le Constructeur devra mettre à disposition les moyens pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets...).
- Le nettoyage des cantonnements intérieur et extérieur, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, sera effectué régulièrement.
- Les cheminements piétons sur le chantier seront traités de façon à assurer un minimum de confort et de sécurité pour les compagnons (balisage, revêtements durs et propres...).
- En outre, le Constructeur devra prévoir le nettoyage des abords de son chantier autant que de besoin pendant toute la durée de son intervention, avec un minimum d'une fois par semaine, pendant les phases particulièrement salissantes (travaux de terrassement, fondations et gros œuvre).
- Après mise en demeure, l'Aménageur pourra sous 48 heures se substituer au Constructeur, et ce aux frais de ce dernier, dans le cas où le Constructeur ne respecterait pas les consignes précédentes.
- Lorsqu'une voie intérieure ou extérieure à la ZAC aura été salie, et l'origine identifiée, une balayeuse devra être mise en place immédiatement à la diligence et aux frais du Constructeur responsable.

ARTICLE 17.2 – Aire de lavage des engins de chantier

Toutes dispositions devront être prises par le Constructeur pour éviter tout encombrement et toute salissure des voies de desserte du quartier et, a fortiori, des voies publiques par des déblais et matériaux en provenance du chantier.

Les revêtements seront déterminés pour garantir les conditions de trafic et de propreté quelles que soient les conditions d'intempéries.

Aucun engin ne doit quitter le chantier pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté comporte un risque de souillure des chaussées.

Le Constructeur fera contrôler la propreté des véhicules avant leur départ du chantier qui devra comporter une aire de lavage avec un dispositif de décantation ainsi qu'un séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans le réseau d'assainissement. Des contrôles de la qualité des eaux avant rejet au réseau d'assainissement pourront être réalisés par l'Aménageur. Toute anomalie sera signalée au Constructeur qui devra prendre les dispositions nécessaires pour pallier les dysfonctionnements.

Une aire de lavage sera réalisée et entretenue par le Compte des dépenses d'intérêt commun de la ZAC défini au Chapitre 3 du présent Règlement de chantier. Sa localisation devra être discutée entre les différents Constructeurs et l'Aménageur qui validera son implantation. Si cela est le cas, l'utilisation de ces dispositifs sera obligatoire.

ARTICLE 18 – Base vie durable

Un chantier respectueux de l'environnement concerne également la base vie de chantier. Un travail est à faire afin de réduire les consommations énergétiques (chauffage, climatisation, éclairage, eau) et également assurer un confort optimum des usagers. Pour cela il est nécessaire de concevoir et personnaliser la base vie au chantier en tenant compte de toutes les contraintes (situation géographique, surface disponible sur site, besoins, investissement, etc.).

Le Constructeur s'engage par ailleurs à mobiliser des matériaux et mobiliers de préférences biosourcés ou issus du réemploi pour la mise en œuvre et l'ameublement de la base vie. Le Constructeur transmettra à

l'aménageur, trois semaines au moins avant le démarrage du chantier, une note sur l'aménagement de la base vie et qui présentera ses efforts pour en réduire l'impact carbone.

Le Constructeur fournira à l'Aménageur un rapport mensuel sur les consommations d'eau et d'électricité de la base vie, au global mais également rapporté au nombre de personnes qui travaillent sur site.

Enfin, dans le cadre d'une expérimentation menée sur les opérations de l'Aménageur, le Constructeur pourra mettre en œuvre un système de collecte séparative des urines humaines à destination de fertilisation. L'annexe 1 au présent cahier des charges précise si cette installation revêt un caractère obligatoire. A défaut, l'Aménageur pourra solliciter le Constructeur pour mettre en œuvre ces dispositifs.

ARTICLE 19 – Information du personnelde chantier

Cette action relève de l'organisation générale du projet, et de la communication réalisée par le Constructeur. Elle n'est pas directement traitée dans la cible n°3 : « Chantier a faible impact environnemental » de la certification NF Habitat HQE ou HQE Bâtiments Durables, mais doit être réalisée dans le cadre du Système de Management de l'Opération défini par la certification.

Il est demandé au Constructeur de faire assurer la sensibilisation de tout le personnel du chantier. Une information différenciée sera dispensée aux cadres (en début de chantier) et aux compagnons (en fonction de l'arrivée de l'avancement du chantier).

L'information s'attachera à décrire les règles du chantier à faibles nuisances (tri des déchets, limitationde nuisances, limitation des consommations, etc.). Particulièrement, le Constructeur veillera à sensibiliser les différents intervenants sur les consommations d'eau potable et d'énergie par différents canaux de communication (affichages, sensibilisation orale...).

Le Constructeur disposera à l'entrée du chantier, sur les lieux de passage et à proximité des cantonnements des panneaux rappelant les consignes à respecter et les principales exigences relatives au bruit et au tri des déchets. Ces panneaux seront maintenus en bon état de propreté durantla totalité du chantier.

Le Constructeur aura pour volonté d'anticiper l'ensemble des risques de chantiers à l'encontre dessalariés afin de faire tendre vers zéro incidents ou accidents.

À cet effet, le Constructeur aura pour devoir la diffusion de toutes les informations auprès du personneldu chantier à propos des précautions à prendre contre les risques d'incident et d'accident.

ARTICLE 20 – Limitation des consommationsen ressources

Le Constructeur mettra en place les moyens utiles à l'approvisionnement mesuré en eau et énergie et les dispositifs pour limiter et économiser les ressources.

Au même titre que pour la base vie, le Constructeur fournira un tableau de bord mensuel à l'Aménageur sur les consommations d'énergie et en eau du chantier. Le Constructeur veillera à distinguer les consommations du chantier et celles des cantonnements.

ARTICLE 20.1 – Électricité

Des sous-comptages pour l'électricité sont à mettre en place pour suivre séparément la consommation du chantier et des cantonnements.

Un zonage des installations d'éclairage du chantier permettra une utilisation au plus juste de cette énergie. Seules les circulations seront éclairées en permanence, l'éclairage du reste du chantier se fera à l'aide d'appareils portatifs.

L'éclairage provisoire du chantier devra être réalisé à partir de lampes basse consommation.

Concernant le chauffage électrique, le Constructeur veillera à :

- Eteindre le chauffage pendant les heures d'inoccupation ;
- Privilégier le chauffage par des émetteurs rayonnants pour limiter les consommations dans les espaces mal

- isolés ;
- Utiliser des chauffages portables pour chauffer au plus près du besoin ;
- Dans les cantonnements, équiper les portes de valets pour la fermeture automatique des portes en période de chauffage.

Concernant l'eau chaude sanitaire, le Constructeur veillera à :

- Au calorifugeage du réseau de distribution ;
- A l'isolation correcte du ballon d'eau chaude.

Concernant le rafraîchissement en été, le Constructeur veillera à :

- Proscrire la climatisation et mettre à disposition des brasseurs d'air.

ARTICLE 20.2 – Eau

Des sous-comptages pour l'eau sont à mettre en place pour suivre séparément la consommation du chantier et des cantonnements.

L'alimentation générale du chantier devra être équipée d'un système de coupure contrôlé par une horloge pour limiter les fuites éventuelles la nuit.

Les tuyaux d'eau devront être équipés de raccords rapides qui coupent l'eau automatiquement après déconnexion.

Les lances des tuyaux d'eau seront équipées de système d'ouverture du jet par flexion.

Le Constructeur veillera à la mise en place d'équipements hydro-économes au sein de la base vie.

ARTICLE 21 – Limitation des nuisances acoustiques

ARTICLE 21.1 – Rappel de la réglementation

- *Code du Travail* relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers ;
- Arrêté du 1er avril 1972 relatif aux bruits aériens des moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantiers et bruits aériens des groupes moto compresseurs ;
- Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier ;
- Arrêté du 4 novembre 1975 relatif aux brise-béton et marteaux piqueurs ;
- Arrêté du 26 novembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de soudage ;
- Arrêté du 10 décembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de puissance, remplacé à compter du 26 mars 1986 par des arrêtés du 2 janvier 1986 ;
- Arrêtés du 2 janvier 1986 et du 13 janvier 1988 relatifs aux grues à tour ;
- Arrêté du 18 septembre 1987 relatif aux engins de terrassement ;
- Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite « Loi Bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit (un arrêté devant encadrer la production de bruit sur les chantiers et fixant des limites réglementaires est en préparation au ministère de l'environnement).
- Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;
- Décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation ;
- *Code de la santé publique*. Décret n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage ;
- Décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage. Les sanctions prévues par ce décret peuvent être prises à l'encontre de l'entreprise, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.
- Arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier ;
- Arrêtés du 12 mai 1997 ou arrêtés du 02 janvier 1986 et du 18 septembre 1987 pour les matériels mis sur le marché avant l'entrée en vigueur de ces textes, obligeant notamment à l'étiquetage des performances

acoustiques des matériels de chantier homologués ;

- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à l'extérieur des bâtiments ;
- Arrêté du 22 mai 2006 modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- Décret n° 2006-892 du 19 juillet 2006 relatif aux prescriptions de sécurité et de santé applicables encas d'exposition des travailleurs aux risques dus au bruit et modifiant le *Code du travail* ;
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006, relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le *Code de la santé publique* (dispositions réglementaires).
- Le décret n°2006-1099 du 31 août 2006 s'applique aux chantiers de travaux publics ou privés intéressant les bâtiments et leurs équipements, s'ils sont à l'origine d'un bruit particulier de nature, par sa durée, sa répétition ou son intensité à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme dans un lieu public ou privé, quand (*Art. R. 1334-36. du Code de la santé publique*) :
 - le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes en ce qui concerne soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
 - l'insuffisance de précautions appropriées pour limiter ce bruit ;
 - un comportement anormalement bruyant.
- L'Aménageur propose d'étendre aux chantiers, les exigences en termes d'émergence de niveaux sonores décrites dans l'Article 1334-33 du *Code de la santé publique*. Ce texte limite également les émergences de niveau sonore en dB(A) aux valeurs ci-dessous :

	Durée cumulée d'apparition du bruit						
	d < 1mn	1mn < d 5mn	5mn < d 20mn	20mn < d < 2h	2h < d < 4h	4h < d < 8h	d > 8h
Diurne	11	10	9	8	7	6	5
Nocturne	9	8	7	6	5	4	3

- Conformément au décret 2006-892 du 19 juillet 2006, les durées limites d'exposition quotidienne à une phase bruyante suivantes devront être respectées :

Niveau Sonore en dB (A)	80	83	86	89	92	95	98
Durée maximale d'exposition	8h	4h	2h	1h	30'	15'	7.5'

Le Constructeur fera procéder, préalablement à l'ouverture du chantier, à une mesure du niveau moyen équivalent, Leq, diurne et nocturne, qui servira de base d'évaluation. Dans « l'esprit » de ce texte et en tenant compte de la réalité du chantier et du site du projet, on définira ainsi les niveaux de pression acoustique maximum à ne pas dépasser en limite de propriété dans toutes les directions.

ARTICLE 21. – Limitation des niveaux acoustiques et vibratoires

Des dispositions devront être prises pour limiter les nuisances à la fois pour les riverains et pour le personnel.

Dans une zone relativement bruyante mais bordée à proximité directe par des logements, des laboratoires de recherche, une attention particulière devra être portée aux bruits et aux vibrations émises en phase chantier et notamment pendant la phase de gros œuvre.

Le Constructeur devra réaliser la synthèse des contraintes et proposer un zoning sonore du chantier.

La communication avec le grutier se fera à l'aide de talkie-walkie afin d'éviter les cris et sifflements.

L'utilisation de banches à serrage par clé dynamométrique et non au marteau sera privilégiée.

L'utilisation de cuve tampon pour le stockage d'air comprimé sera privilégiée.

Les reprises au marteau piqueur sur du béton sec seront à éviter au maximum.

Les engins électriques seront préférés aux engins pneumatiques. Les engins seront super insonorisés.

Le Constructeur fera mettre en place un plan d'utilisation des engins bruyants (vibreurs, marteau piqueur) qui stipulera les emplacements des engins bruyants afin d'éviter les réverbérations et les transmissions de vibrations. Le doublement des engins et matériels sera privilégié pour réduire les durées d'utilisation en augmentant peu le niveau sonore (3dB(A) environ).

Le chantier sera organisé de manière à éviter la marche arrière des camions ou toupies de béton.

Les engins utilisés devront être insonorisés (Un marteau piqueur insonorisé émet 100 dB(A) contre 130 dB(A) autrement) et conformes aux exigences de l'article suivant.

Pour les chantiers de bâtiments situés à proximité de riverains, un système d'enregistrement des niveaux sonores et des vibrations pourra être mis en place par le Constructeur. Des contrôles seront effectués périodiquement par le coordonnateur SPS afin d'évaluer et alerter si les niveaux dépassent les valeurs réglementaires. L'Aménageur pourra procéder à ses propres contrôles.

ARTICLE 21.3 – Niveaux sonores des outils et engins

Les matériels de chantier et engins de terrassement utilisés devront être conformes à la réglementation en vigueur (cf. ci-dessus). Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil (ce qui correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 110 dB(A)).

Les travailleurs devront être équipés de protections auditives en cas de dépassement des seuils.

En fonction des caractéristiques du chantier, les entreprises désignées par le Constructeur prévoiront :

- d'éviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur du béton sec ;
- d'utiliser des engins insonorisés ;
- d'utiliser les engins électriques et non pneumatiques (marteau piqueur, mini pelle, bétonnière électrique, compresseur électrique, etc.).

ARTICLE 22 – Limitation des rejets dans l'air

ARTICLE 22.1 – Rappel de la réglementation

- Respect de la réglementation concernant la pollution atmosphérique des engins et du matériel de chantier ;
- Brûlage des déchets interdits (loi du 13 juillet 1992).

Le Constructeur veillera à l'arrêt systématique des moteurs des véhicules, et notamment des camions de livraison, stationnés.

ARTICLE 22.2 – Généralités

Le Constructeur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les sources de pollution atmosphérique. Il devra, sur son chantier :

- assurer l'entretien du matériel ;
- privilégier l'utilisation d'engins de nouvelle génération et encourager le renouvellement du parc ;
- contrôler les contrats d'homologation, les dates de contrôle technique et des plannings de maintenance ;
- respecter la réglementation en vigueur notamment des normes d'émissions atmosphériques pour les engins de chantier.

Tout feu sera interdit sur le chantier.

Afin de limiter les émissions de poussières, des arrosages réguliers du sol, en période sèche, seront

pratiqués. L'eau utilisée sera de préférence celle récupérée après le lavage des outils.

Les émissions de poussières pourront également être limitées par :

- le nettoyage régulier des zones de travail ;
- l'organisation du stockage ;
- l'utilisation d'appareils équipés d'aspirateur.

Des limitations de vitesse pourront être imposées par l'Aménageur, sur les voies alentours au chantier afin de limiter les soulèvements de poussière.

Les matériels de ponçage et de découpe seront munis d'un aspirateur.

Les découpes de polystyrène expansé se feront obligatoirement au fil chaud pour limiter la « neige ».

Les bennes à déchets légers ne permettront pas l'envol de poussières et de déchets (bennes fermées).

Le déballage des matériaux devra se faire obligatoirement à proximité d'un moyen de collecte interne au chantier ou d'une benne appropriée, pour les produits dont l'emballage n'assure pas la protection.

Les boîtes de réservation en polystyrène seront interdites. Le Constructeur devra utiliser des boîtes de réservation en plastique, bois ou carton.

ARTICLE 23 – Limitation des risques sur la santé du personnel lié aux produits et matériaux

ARTICLE 23.1 – Rappel de la réglementation

- Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- Directive n°2003/10/CE du 6 février 2003 relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques.

ARTICLE 23.2 – Généralités

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées.

L'utilisation de produits étiquetés : T+ (très toxique), T (toxique), Xn (nocif), Xi (irritant), N (dangereux pour l'environnement) est à proscrire dès lors qu'il existe des produits de substitution acceptables. En l'absence de produits de substitution acceptables, le port des protections individuelles (conformément aux prescriptions mentionnées dans la FDS) est obligatoire.

Pour les travaux mettant en relation le personnel avec le sol en place lors des terrassements, la réalisation des tranchées diverses, la pose de canalisation au regard de la pollution des terres et des eaux souterraines, le Constructeur devra s'assurer de la mise à disposition auprès du personnel de chantier :

- de bottes étanches ;
- de gants étanches ;
- de masques filtrants notamment en période de sécheresse.

Les produits en phase aqueuse seront préférés plutôt que ceux en phase solvant.

ARTICLE 24 – Limitation des pollutions de proximité

ARTICLE 24.1 – Rappel de la réglementation

- Décret n°77-254 du 8 mars 1977 relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagés dans les eaux superficielles, souterraines et de mer ;

- Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées.

ARTICLE 24.2 – Généralités

En l'absence de précautions particulières, divers produits polluants (huile de décoffrage, carburant, laitance des bétons, etc.) sont susceptibles de polluer l'air, de pénétrer dans le sol, de polluer la nappe phréatique ou d'être rejetés dans les réseaux de collecte publics entraînant des pollutions importantes ou endommageant les installations de traitement.

Le Constructeur mettra en œuvre des mesures préventives dès la préparation du chantier afin de réserver les surfaces suffisantes pour les aires de lavage des camions et engins de chantier, pour les aires de fabrication, pour le stockage des effluents avant traitement, pour le stockage des produits polluants. Leurs caractéristiques seront les suivantes :

- conformité des stockages et étiquetages réglementaires (cuves, fûts, bidons, pots, etc.) ;
- suivi et contrôle du traitement des effluents.

En cas d'utilisation de produits dangereux, les Constructeurs tiendront à disposition en permanence sur le chantier les « fiches de données de sécurité » de chaque produit dangereux. Sauf cas exceptionnel justifié et approuvé préalablement par l'Aménageur, l'utilisation des produits étiquetés R20 à R29, R31 à R33, R39, R40, R45 à R49 sera interdite sur ce chantier. Les produits moins nocifs (irritants, Xi, etc.) seront tolérés, sous réserve que toutes les précautions soient prises et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures pendant l'exploitation des infrastructures.

Par ailleurs, l'attention du Constructeur est en particulier attirée sur les éléments suivants :

- tout rejet polluant ou pollué, brûlage ou enfouissement dans le milieu naturel est formellement interdit notamment les mesures suivantes devront être impérativement suivies ;
- les huiles de décoffrage devront être de type végétal ;
- l'utilisation des produits toxiques devra être évitée. Dans le cas contraire des bacs de rétention seront impérativement mis en place ;
- les huiles usées de vidange doivent être collectées dans des réservoirs étanches pour être retraitées ;
- les zones de stockage doivent être imperméabilisées ;
- les produits ou techniques constructives faisant appel à des produits non polluants seront utilisés de préférence ;
- les engins de chantier doivent être alimentés en carburant au moyen de pompes à arrêt automatique.

Des bacs de rétention pour le traitement des eaux chargées avant rejet dans le milieu naturel seront prévus pour le lavage des outils utilisés sur chantier. Les produits de décantation sont stockés et enlevés par le Constructeur.

Lorsque les techniques font appel à des produits susceptibles de s'écouler vers le sol et de le polluer (huiles de décoffrage, laitances de béton, produits de nettoyage ou de dégraissage, etc.), il conviendra d'organiser la rétention et la collecte de ces effluents pour éviter toute infiltration dans le sol ou écoulement vers les eaux de surface et souterraines. Ces effluents seront traités sur site puis enlevés par le Constructeur.

ARTICLE 24.3 – Nappes souterraines

En cas d'affleurement de la nappe ou fond de fouille, le Constructeur devra prendre toutes mesures et précautions pour limiter les durées d'affleurement et assurer la protection de la nappe :

- emploi de matériels et matériaux inertes sans risques de contamination pour la nappe,
- mise en place de pompages et évacuation à définir avec le gestionnaire des réseaux avoisinants ;
- mise en œuvre d'un dispositif de rabattement de la nappe et/ou de confinement du site.

ARTICLE 24.4 – Eaux de pluie/eaux usées

La gestion de l'eau est un enjeu important qui fait l'objet d'un article particulier (cf. ARTICLE 26). Les eaux

usées provenant du chantier pourront être rejetées au réseau communal ou celui réalisé par l'Aménageur.

En début de chantier, l'entreprise réalisera un pré aménagement du terrain afin de gérer les eaux de pluie et de matérialiser les voies principales de circulation.

ARTICLE 24.5 – Eaux de lavage

Des bacs de rétention seront mis en place pour le nettoyage des outils et engins.

Des bacs de décantation seront mis en place pour les eaux de lavage des engins, de bennes à béton et des goulottes des toupies

Après une nuit de décantation, chaque matin l'eau claire sera réutilisée (lavage d'outils, humidification des sols) et le dépôt béton ira dans la benne à gravats inertes ou sera évacué aux décharges appropriées au fur et à mesure des travaux.

ARTICLE 24.6 – Huiles

Le rejet d'huiles, lubrifiants, détergents et de tout autre produit de ce type dans le réseau est strictement interdit. Les Constructeurs prendront les dispositions permettant d'éviter ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé pour les huiles usagées notamment).

Les quantités mises en œuvre seront limitées au strict nécessaire.

ARTICLE 24.7 – Rejets accidentels

Les sols souillés par des produits polluants seront évacués vers un lieu de traitement agréé.



Le Constructeur s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution (traitement des déversements accidentels) et d'une bâche étanche mobile. Il sera formé à son utilisation et établira une fiche de non-conformité en cas d'utilisation qui sera transmise au Coordonnateur SPS.









ARTICLE 24.8 – Situations d'urgence

Le Constructeur aura la charge de mettre en place une procédure pour gérer les situations de rejet accidentel dans l'air, l'eau, le sol ou le sous-sol. Notamment, il y aura prévu :

- l'évacuation des sols souillés par des produits déversés accidentellement vers un lieu de traitement agréé,
- la procédure de mise en place des mesures d'urgence (installation de la bâche étanche mobile ou de la cuve de rétention ou du kit de traitement des déversements accidentels, etc.) ;
- les dispositions d'alerte en cas de rejet accidentel (personne à prévenir).

L'Aménageur ou son représentant devra être alerté par le Constructeur dès lors qu'un élément extérieur ou inattendu susceptible d'avoir un impact sur le milieu naturel ou humain est identifié :

Situations		Impacts environnementaux associés
Tempête survenant sur un chantier		—Envol de matériels (panneaux, palissades, etc.) —Chute de grue
Pluies/orages violents		—Inondation des rues, caves, parkings souterrains, etc.

Affaissement de terrain/Fontis		—Obstruction voie publique
Accidents de circulation générée par le chantier		—Blessés
Fuite d'un équipement ou d'un engin au cours d'un chantier		—Risques de pollution de l'air, pollution des sols, pollution de l'eau + risques pour la santé
Rupture de réseaux en phase chantier		—Selon réseau, risque vital —En fonction du type de réseau : perte d'eau, pollution de l'air, etc.
Découverte fortuite de pollution		—Pollution des sols, pollution de l'air
Engins explosifs, munitions de guerre		—Pollution des sols, pollution de l'air
Effondrement d'un bâtiment		—Risque vital —Poussières, dégradation sur bâtiments limitrophes, etc.
Incendie au niveau d'un équipement ou d'un bâtiment		—Risque vital —Pollution de l'air et des réseaux —Dégradations de matériels

Le Constructeur devra prendre toutes les mesures propres à minimiser les impacts environnementaux associés à ces différentes situations.

ARTICLE 24.9 – Pollution lumineuse

A l'exception des flash liés au trafic aérien, les grues ne devront pas être éclairées en dehors des périodes de chantier, et notamment la nuit.

ARTICLE 25 – Gestion et collecte sélective des déchets

ARTICLE 25.1 – Rappel de la réglementation

- Codes de l'environnement, de l'urbanisme, du travail ;
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux ;
- Loi n° 76-633 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Le décret du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages industriels et commerciaux ;
- La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Décret 98-679 du 30 juillet 1998 ;
- Règlement des transports de matières dangereuses ;
- Circulaire du ministère de l'environnement du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- Le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail.

ARTICLE 25.2 – Responsabilité

Chaque Constructeur a la responsabilité du ramassage, du tri et de l'acheminement des déchets qu'il génère, y compris des déchets d'emballage. Aucun dépôt de déchets ne sera toléré sur l'espace public ou sur les espaces communs. Aucun abandon ou enfouissement dans le périmètre du chantier n'est autorisé.

ARTICLE 25.3 – Collecte sélective des déchets

Les déchets doivent être collectés et triés de manière sélective sur le chantier, selon les opportunités locales de collecte et de valorisation. En fonction des contraintes du site (emprise des bennes), le tri pourra se faire sur une plateforme extérieure ou en centre spécialisé, à condition que la performance du tri et de valorisation soit satisfaisante. Dans les deux cas, il est obligatoire de trier les déchets dangereux.

Dans le premier cas, on devra trier :

- déchets inertes (béton, ciment, maçonnerie, briques, etc.) ;
- déchets bois (traité ou non) ;
- déchets ferraille ;
- déchets d'emballages (papier carton) ;
- déchets plâtre / polystyrène/ faux plafonds, etc. (partenariat avec les industriels) ;
- déchets industriels banals (non valorisables) ;
- déchets industriels spéciaux (un conteneur pour les déchets solides et un conteneur pour les déchets liquides).

Il pourra être mis en place selon l'avancement du chantier, et à la demande des Constructeurs une ou des benne(s) supplémentaire(s) pour trier des déchets en particulier (plâtre, dalles de faux plafonds, etc.). La responsabilité du tri dans ces bennes sera du ressort du Constructeur.

Les modalités de collecte des déchets seront précisées dans le SOGED (Voir ci-après). Elles comporteront :

- des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate de chaque zone de travail ;
- le transport depuis ces aires décentralisées jusqu'aux aires centrales de stockage ;

- des aires centrales de stockage.

Le Constructeur devra prendre toutes dispositions pour que les ordures ménagères du chantier soient stockées dans des containers agréés et acheminés jusqu'à la voie publique où la collectivité effectue le ramassage.

Les terres provenant des fouilles et les gravats devront être évacuées aux décharges appropriées au fur et à mesure des travaux. La mise en dépôt de terres à l'intérieur du périmètre de la ZAC est exclue, sauf en cas d'accord écrit de l'Aménageur.

ARTICLE 25.4 – Schéma d'organisation de la gestion des déchets (SOGED)

Le Constructeur fournira, avant le début du chantier, aux différentes entreprises, ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants, les informations indispensables et nécessaires (sous forme de réunion d'information, plaquettes et affiches explicatives, etc.) pour que le tri des déchets s'effectue conformément aux prescriptions du présent Règlement de chantier.

Dans le cas où l'Aménageur envisage de créer par l'intermédiaire d'un prestataire, un centre de regroupement et de tri des déchets sur la ZAC, tous les déchets du quartier seront alors obligatoirement gérés par ce prestataire. Il aura pour mission de fournir à chaque chantier le nombre suffisant de bennes pour assurer le tri des déchets, de les collecter une fois pleines, et de regrouper les déchets sur le centre de tri de la ZAC. Les bennes seront si besoin rétriées. Les déchets seront alors acheminés vers des filières de valorisations (matière ou énergie).

Dans le cas contraire, le Constructeur devra en phase de préparation du chantier sélectionner un prestataire déchets. Le prestataire devra justifier des points suivants :

- la définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination ;
- le pourcentage et le type de valorisation des déchets ;
- la liste des centres de valorisation dans un périmètre de 50 km.

Le Constructeur établira un SOGED, chapitre du Plan environnement chantier (Voir ARTICLE 27). Celui-ci comprendra l'ensemble des informations sur la gestion des déchets et devra porter sur les points suivants :

- la définition du nombre, de la nature, de la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets, leur condition de manutention (grue, monte-charge, camion) en tenant compte de l'évolution du chantier et des flux de déchets générés dans le temps et l'espace ;
- les dispositions adoptées pour la collecte intermédiaire, tels que conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes, etc. ;
- l'information des compagnons sur le chantier par panneaux ;
- l'organisation de réunion de sensibilisation et de formation de l'encadrement et du personnel de chantier des entreprises ;
- la réalisation et l'entretien de(s) plate(s)-forme(s) de regroupement(s) des déchets, permettant de recevoir les différentes bennes et conteneurs ;
- la mise à disposition de bennes répertoriées par classe de déchets, permettant le tri sélectif sur le site du chantier ;
- la mise en place d'une logistique de tri, par une signalisation appropriée ;
- la mise en place d'une procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations ;
- la recherche de filières adaptées pour une valorisation optimale des déchets (analyse environnementale et des coûts comparés des solutions de valorisation ou d'élimination).

ARTICLE 25.5 – Limitation des volumes et quantités de déchets

Les gravats de béton seront réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup.

Les emballages seront contrôlés dès la passation des marchés avec les fournisseurs pour les limiter au maximum. Ils devront être recyclables (carton/plastique/bois) et/ou consignés.

Une optimisation des modes de conditionnement sera réalisée entre les fournisseurs et les entreprises afin de limiter les pertes et les chutes.

La production de déchets à la source pourra être réduite :

- En préférant la production de béton hors du site,
- En privilégiant la préfabrication en usine des aciers.
- Les boîtes de réservation en polystyrène seront interdites.
- On prévoira autant que possible la commande d'éléments découpés en usine pour limiter les chutes sur le chantier.
- Une réflexion sur les systèmes constructifs (composants préfabriqués / assemblage en atelier, etc.) pourra être menée. Les systèmes constructifs préfabriqués (prédalles, DAP, poutres, etc.) seront privilégiés afin de limiter l'utilisation de coffrages bois. Dans le cas contraire, il faudra utiliser des coffrages métalliques ou plastiques réutilisables.

ARTICLE 25.6 – Valorisation des déchets

La loi du 13 juillet 1992 impose, à compter du 1er juillet 2002, la limitation de mise en décharge aux seuls déchets ultimes.

L'objectif est de favoriser la valorisation des déchets du chantier (réutilisation, recyclage, valorisation énergétique), de limiter la mise en décharge aux seuls déchets résiduels non valorisables.

En construction, comme en déconstruction préalable, il est demandé d'avoir au minimum un taux de valorisation de 80%, sauf mention contraire de l'Annexe 1 du présent cahier des charges, dont 50% de revalorisation matière.

En déconstruction préalable, le Constructeur réalisera un diagnostic PEMD et maximisera le réemploi sur site ou, le cas échéant, hors site des matériaux identifiés comme propices au réemploi.

L'obligation de collecte, du tri complémentaire et d'acheminement vers les filières de réutilisation, réemploi et de valorisation, à l'échelle locale, notamment pour les déchets suivants :

- bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage ;
- Déchets métalliques : ferrailleur ;
- bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités ;
- déchets verts : compostage ;
- plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première ou incinération ;
- peintures et vernis : tri et incinération.

Seuls les déchets résiduels non valorisables seront acheminés vers le Centre d'enfouissement technique (CET) adapté au type de déchet.

ARTICLE 25.7 – Traçabilité

Un bordereau de suivi des déchets doit être fait pour tous les déchets qui sortent du chantier afin d'obtenir une traçabilité complète.

Les informations suivantes devront obligatoirement être renseignées sur chaque bordereau :

- type de déchets ;

- poids ;
- qualité du tri ;
- refus ou déclassement de la benne ;
- taux de remplissage ($\frac{1}{2}$, $\frac{3}{4}$, etc.) ;
- exutoire final.

ARTICLE 26 – Gestion de l’eau et biodiversité

Les opérations s’inscrivent dans un espace où la gestion de l’eau et la biodiversité sont des questions très importantes du fait de la configuration naturelle du territoire : le plateau de Saclay est un plateau argileux qui surplombe des vallées assez fortement urbanisées (risque inondation) et qui accueille de nombreuses zones humides.

Des engagements ont été pris dans les dossiers réglementaires (dossier loi sur l’eau, dossier espèces protégées) et sont rappelés ci-dessous.

Le service chargé de la Police de l’eau est informé au moins 15 jours à l’avance de la date de début de chantier. Il est informé immédiatement par télécopie de tout incident pouvant porter atteinte à l’environnement.

Afin de s’assurer les mesures préconisées, le Constructeur mettra en place un suivi de chantier validé par un audit externe.

ARTICLE 26.1 – Gestion de l’eau

Chaque ZAC a fait l’objet d’un dossier de demande d’autorisation au titre de la loi sur l’eau. L’Arrêté préfectoral afférent à chaque ZAC définira notamment les mesures d’atténuation des travaux qui s’appliquent à l’ensemble des chantiers de la ZAC.

Ces mesures concernent en particulier l’assainissement de chantier. Ainsi, l’évacuation des eaux pluviales ou usées du chantier incombera au Constructeur. Cet assainissement devra être effectué dans les conditions réglementaires et être soumis à l’accord du gestionnaire de réseau, à charge du Constructeur. En particulier, le Constructeur devra respecter le règlement d’assainissement de la Communauté d’Agglomération Versailles Grand Parc. Les dispositions techniques devront être soumises à l’agrément de l’Aménageur.

Une synthèse des obligations découlant de l’Arrêté préfectoral précité sont rappelées ci-dessous :

• Mesures relatives aux eaux souterraines :

- Les prélèvements dans les eaux superficielles pour les besoins du chantier ne seront pas autorisés.
- Lors de la réalisation de parking souterrain, les nappes éventuellement présentes seront rabattues (pompages et évacuation) ou bien leur écoulement localement modifié.
- Le niveau de la nappe sera régulièrement contrôlé au moyen de piézomètres mis en place. Si nécessaire, un rabattement localisé de la nappe sera effectué. Un compteur sera installé pour enregistrer les débits et durées de pompage.

• Mesures relatives aux eaux superficielles :

- Pendant la durée des travaux de construction du bâtiment, les eaux d’exhaures et de nettoyage des camions, rejetées dans le réseau d’assainissement devront être décantées avant évacuation. Pour les eaux d’exhaure, le gestionnaire de réseau ou l’aménageur pourra imposer une limitation de débit.
- Les cuves de stockage des lubrifiants et hydrocarbures seront étanches, confinées et couvertes, elles seront munies de dispositifs de rétention suffisamment dimensionnés et raccordés à des réseaux de collecte auxquels seront associés des débourbeurs / déshuileurs ; plus généralement, tous les stockages de produits polluants seront effectués dans des bacs de rétention

suffisamment dimensionnés.

- Le Constructeur ne pourra déverser dans les ouvrages publics que des eaux débarrassées de tous dépôts solides, y compris de tous produits terreux, papiers, sacs, liants hydrauliques ou hydrocarbonés.
- Les rejets temporaires issus du chantier (eaux de lavage, eaux pluviales...) seront stockés dans des bassins de rétention temporaires, créés pour la phase chantier, avant d'être évacués par le réseau public. Aucun rejet d'eaux pluviales lors de l'aménagement du site ne sera effectué directement dans le milieu naturel.
- Les entreprises de génie civil utiliseront de préférence des huiles de décoffrage naturelles.
- Les branchements définitifs (eaux pluviales et eaux usées) en attente de raccordement devront être tamponnés et ce pour toutes les antennes d'assainissement.
- Les regards exécutés devront recevoir leurs tampons de fermeture définitifs afin d'éviter les chutes de gravois dans les canalisations.
- Le Constructeur prévoira les dispositifs nécessaires pour éviter l'écoulement et la stagnation de l'eau hors de l'emprise de son chantier.
- Le Constructeur ne pourra arguer de l'absence pendant sa construction, du réseau d'assainissement définitif desservant le ou les bâtiments dont il a la charge, pour se dérober à ses obligations.

ARTICLE 26.2 – Biodiversité

Chaque ZAC a fait l'objet d'un dossier « espèces protégées » et/ou d'autorisation environnementale unique. Un arrêté préfectoral exprime les dérogations permises dans le cadre de l'aménagement de la ZAC. Pour rappel des mesures à respecter pour la protection de la faune et de la flore.

Un extrait de ces mesures est rappelé ci-dessous :

- Formation des responsables de chantiers à la prise en compte des problématiques écologiques lors des travaux ;
- Limitation des emprises des chantiers et de la circulation des engins au strict nécessaire ;
- Implantation des bases travaux et des zones de dépôt hors des secteurs d'intérêt écologique ;
- Mise en place de clôtures autour des sites naturels à conserver et dans les secteurs sensibles, notamment les bords des rigoles et les marges de la forêt de Palaiseau ;
- Pose de barrières mobiles empêchant la fréquentation du site de travaux par les amphibiens ;
- Absence d'opération de défrichement durant la période de reproduction des oiseaux et des chiroptères, c'est-à-dire du 1^{er} mars au 31 août ;
- Démarrage des opérations de terrassement sur les zones sensibles pour la reproduction des espèces (en périphérie des zones boisées, autour des points d'eau et des zones humides), uniquement entre le 1^{er} octobre et le 31 mars ;
- Réalisation d'aménagements pour éviter toute propagation de pollution en cas de déversements accidentels ;
- Utilisation, pour les plantations, d'espèces végétales indigènes naturellement trouvées sur le plateau de Saclay ;
- Vérification de l'absence d'introduction d'espèces exotiques envahissantes sur le site.

• Gestion des drains et des terres agricoles :

Certains chantiers sont susceptibles d'impacter des parcelles qui ont vocation à maintenir l'activité agricole. Dans ce cadre, l'Aménageur souhaite limiter les impacts suivants :

- la dégradation des cultures pendant les chantiers (Stockage de matériel en bordure de parcelles) ;
- la difficulté de prendre en compte des largeurs des machines agricoles et de la longueur possible des convois agricoles lors des chantiers sur les routes ;
- des entrées et des relevés dans les champs réalisés sans autorisation des propriétaires et des

exploitants ;

- le manque, parfois, de vérification de l'exactitude des surfaces prises sur les cultures à la fin des chantiers qui demande aux agriculteurs du temps et des coûts supplémentaires pour remesurer leurs parcelles.

En cas d'intervention et/ou d'occupation d'une parcelle agricole, autorisé préalablement par l'Aménageur et l'exploitant, il sera systématiquement demandé au Constructeur de mettre en place les mesures suivantes :

• **Un piquetage de la parcelle impactée avant le chantier**

Le piquetage précise les engagements de l'entreprise, en particulier en ce qui concerne la définition, en amont, du tracé de moindre impact au regard des activités agricoles et la remise en l'état initial des terrains après travaux et les conditions d'indemnisation des propriétaires et exploitants des zones agricoles impactés par les travaux. Il est nécessaire que les entreprises s'y tiennent afin que les agriculteurs aient connaissance des surfaces exactes qu'ils pourront exploiter et déclarer à la PAC.

• **Un état des lieux de la parcelle impactée avant les travaux**

La bande de terrain nécessaire aux travaux est balisée de façon visible et permanente jusqu'à la fin du chantier. Dès que l'entreprise a fait baliser la piste de travail, il est procédé à l'établissement contradictoire de l'état des lieux avec l'exploitant, les représentants de l'Aménageur et de l'entreprise adjudicataire des travaux. L'exploitant peut être accompagné, à sa charge, d'une personne qualifiée de son choix. Par ailleurs, le propriétaire est informé de la date de l'état des lieux avant travaux et pourra y assister ou s'y faire représenter. Un exemplaire est remis à l'exploitant, ainsi qu'au propriétaire. Ces documents comportent tous renseignements permettant d'éviter les contestations ultérieures. Ainsi, s'il y a nécessité de débordement de la piste, l'accord de l'exploitant doit être demandé et obtenu de manière écrite.

Les états des lieux doivent être rédigés avec le plus grand soin et mentionner notamment l'existence des bornes cadastrales, des clôtures, et le bon fonctionnement des systèmes de drainage, d'adduction d'eau et d'irrigation, pour en permettre la reconstitution après les travaux. Seuls sont reconstitués les ouvrages ou installations mentionnés à l'état des lieux avant travaux (avec s'il y a lieu, croquis joints ou référence aux plans parcellaires et de pose). Toutefois, les drains non signalés à l'état des lieux sont également réparés.

L'exploitant ou le propriétaire doit fournir chaque fois que cela sera possible un plan de situation des drains ou des conduites d'irrigation afin de les dégager avec précaution pour éviter un déboîtement accidentel hors de la tranchée

Toutes cultures pérennes, haies et arbres isolés sont évalués avant destruction. L'évaluation des arbres et des haies est effectuée par un expert, choisi d'un commun accord entre les parties signataires, si cela n'est pas prévu dans le barème fourni par la Chambre d'Agriculture et en l'absence de solution amiable.

• **Un état des lieux de la parcelle impactée après les travaux**

Il doit y avoir les mêmes participants que lors de l'état des lieux avant les travaux, il a lieu un mois maximum après la fin des travaux, il permet de réaliser un constat précis de la nature et de la consistance exacte des dommages sur l'emprise des travaux dans la parcelle, il permet de faire des préconisations pour la remise en état du terrain et du rétablissement des ouvrages existants, des haies, etc.

La remise en état des sols agricoles après les travaux

Cette étape est très importante car elle conditionne le recouvrement rapide du potentiel agricole des parcelles impactées par le chantier.

L'entreprise a la responsabilité de réparer ou de faire réparer à ses frais et par une entreprise spécialisée, les dommages (réseaux de drainage, d'irrigation, d'assainissement, etc.) résultant des travaux dans l'année suivant l'état des lieux après les travaux. L'entreprise garantit pendant dix années à compter de la remise en état, le fonctionnement du réseau ainsi rétabli tel qu'il existait avant le chantier, comme indiqué sur l'état des lieux avant travaux, sauf dégradation causée par l'exploitant ou un tiers, sans lien

avec l'entreprise ou les travaux réalisés.

En plus de remettre en état les réseaux de drainage et d'irrigation, il est également souvent nécessaire de réaliser une opération de restructuration des sols (décompactage, dépierrage, etc.)

ARTICLE 26.3 – Actions de suivi à mettre en place par le Constructeur durant la phase chantier

Afin de suivre correctement la bonne application des mesures de gestion de l'eau et de la biodiversité, le Constructeur désignera un référent compétent sur ces thématiques. Les coordonnées de ce référent seront transmises à l'Aménageur avant le démarrage du chantier.

Ainsi que précisé précédemment, le Constructeur mettra en place les mesures de suivi indiquées à l'arrêté espèce protégées. Ces actions seront validées par audit externe. Les actions de suivi des dossiers réglementaires sont rappelées ci-dessous :

- Suivi annuel du chantier pour surveiller l'éventuelle apparition de *Damasium alisma*
- Suivi de l'évolution des populations des espèces de faune et de flore impactées par le projet sur parcelle privée
- Communication annuelle d'un rapport à l'Aménageur précisant les résultats des actions et suivis mis en place pour *Damasium alisma* et des autres espèces patrimoniales inféodées au même type d'habitats de zone humide
- Communication annuelle d'un rapport à l'Aménageur récapitulant les actions et suivis mis en place, avec proposition d'adaptation des mesures mises en œuvre pour la faune et la flore en cas d'absence d'efficacité de celles-ci

Ces rapports seront communiqués par l'Aménageur au CNPN et à la DRIEE Île-de-France avant le 31 décembre de chaque année.

Le Constructeur devra justifier à l'Aménageur, à première demande et dans un délai de 15 jours, des actions du suivi écologique et fournir les justificatifs de ces actions.

ARTICLE 27 – Plan environnement chantier

ARTICLE 27.1 – Objet du plan environnement chantier

Le Plan environnement chantier (PEC) est un des documents à remettre à l'Aménageur avant la réalisation des travaux. Ce document sera rédigé par le Constructeur et sera soumis à la vérification et l'approbation de l'Aménageur. La CSPA de ZAC et le contrôleur de chantier procéderont à une visite au démarrage de l'opération et régulièrement au cours du chantier.

Le PEC a pour objectif de :

- définir les mesures à prendre par le Constructeur, ses entreprises et leurs sous-traitants pour la protection de l'environnement pendant toute la phase chantier ;
- déterminer les moyens permettant la maîtrise et le suivi de l'application des dispositions préalablement définies.

Ce document s'apparente à la Charte de Chantier Vert imposée par les certifications multi-critères.

ARTICLE 27.2 – Obligations du Constructeur

Le PEC devra obligatoirement être rédigé par le Constructeur et remis à l'Aménageur 3 semaines au moins avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 27.3 – Contenu du plan environnement chantier (PEC)

• La gestion de l'environnement en phase travaux

- Description du contexte environnemental (géologie, hydrogéologie, milieu naturel, faune et flore)
- Présentation des impacts potentiels du chantier :

- sol et sous-sol ;
- milieu hydraulique superficiel et souterrain ;
- air ;
- bruit ;
- déchets.

Dans ce chapitre seront obligatoirement présentés, à titre indicatif :

- planning détaillé des principales phases bruyantes du chantier ;
 - plan de chantier précisant la localisation des engins et procédés constructifs bruyants ;
 - certificats justifiant la conformité des engins à la dernière réglementation (suivant l'avancement du chantier) ;
 - prévisionnel du trafic engendré par le chantier ;
 - planning des phases générant des poussières ;
 - prévisionnel du type et de la quantité des déchets produits.
- organisation du chantier pour l'environnement
 - Définition des fonctions :
 - Directeur de chantier,
 - Conducteur de travaux,
 - Référent environnement ;
 - Intervention et sensibilisation des intervenants ;
 - Quantification et planification des approvisionnements de chantier.
 - Mesures spécifiques pour la protection de l'environnement
 - Généralités :
 - accès ;
 - clôture ;
 - affichage des informations légales obligatoires et publicité ;
 - suivi et protection des stocks de produits dangereux ;
 - sol et sous-sol.
 - Description des ouvrages mis en place pour assurer la protection du sol et sous-sol contre les pollutions liées au stationnement et l'entretien des engins, au stockage et à l'exécution des pleins des engins, au lavage des engins et matériels de chantier, etc.
 - Description des moyens mis en place pour assurer l'entretien des accès
 - Eau :
 - Descriptions des réseaux et unités de traitement EU, EP, bacs de rétention, décantation... Seront précisés :
 - le dimensionnement des ouvrages ;
 - le nombre et la localisation des unités de traitement ;
 - les points de rejet ;
 - les moyens mis en place pour assurer le contrôle de la qualité des rejets.
 - Air
 - Description des moyens mis en place afin de limiter les envols de poussières ;
 - Description des moyens mis en place afin de limiter les nuisances sonores.

- Déchets ou SOGED
 - Description des mesures mises en place dans le cadre de la gestion des déchets dans le cadre d'un SOGED (Voir ARTICLE 25.4). Dans ce chapitre seront présentés :
 - plan et descriptif des installations mises en place pour assurer le pré-tri des déchets de chantier ;
 - note présentant l'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation.
- Incidents / Accidents
 - Description des mesures d'urgence en cas d'incident ou accident.
- Activités humaines
 - Seront précisés :
 - les itinéraires des véhicules d'approvisionnement ou d'évacuation des matériaux ;
 - les modalités d'amenées et repli d'éventuels convois exceptionnels, etc.

- **Les procédures environnementales**

- Modalités de suivi et gestion du PAE ;
- Gestion des anomalies environnementales (suivi, mise en place des actions correctives, etc.).

Chapitre 3 – Prescriptions diverses

ARTICLE 28 – Sécurité et responsabilité

Le Constructeur prendra à sa charge les responsabilités de toutes natures découlant de la prise de possession et de l'utilisation des terrains. Il devra se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois, décrets et arrêtés en vigueur et tous règlements de police, de voirie et autres. (Sécurité et hygiène des travailleurs, panneaux « interdit au public », etc.)

L'emprise du chantier devra être séparée tant des espaces publics que des autres îlots par une clôture respectant la charte de communication de l'Aménageur.

Lorsque les bâtiments seront construits par tranches successives, le Constructeur devra isoler du reste du chantier, par une clôture provisoire, les bâtiments mis en service.

• Clôture et accès :

- Apporter une attention particulière à la sécurisation des terrains en phase de préparation des chantiers afin d'éviter les dépôts sauvages de déchets et d'encombrants et les installations de campements de gens du voyage.
- Plusieurs mesures pourront être mises en œuvre en périmétrie des terrains en attente de construction : mise en place de dispositifs défensifs de type gabarits et enrochements, réalisation de talutages...
- S'assurer de l'herméticité du chantier :
 - o délimiter clairement les zones des chantiers ;
 - o mettre en œuvre une protection totale des périmètres pour éviter les accidents liés à des intrusions ou pour limiter les possibilités de dégradations.
- Le périmètre peut être entièrement opaque ou laissé transparent à certains endroits pour permettre aux habitants et usagers de suivre l'avancement des travaux et à la Police nationale de surveiller le site lors des patrouilles.
- Si des barrières semi-opaques pourront répondre à ces objectifs, des clôtures plus qualitatives pourraient être préférées pour limiter, chez les premiers usagers du quartier, les effets dépréciateurs des travaux dont la durée pourra être longue.



Barrières de chantier semi-ajourées avec colliers de sécurité.

- La partie inférieure des clôtures pourra être pleine et la partie supérieure grillagée. Préciser que les colliers devront être de haute sécurité (ouverture avec clé spéciale et non avec des outils courants) et les panneaux solidement solidarisés entre eux afin de prévenir les intrusions.
- Prévoir également un dispositif anti-levage.
- Les éléments de protection métallique ne devront pas comporter de défauts susceptibles de diminuer la résistance ou de blesser un utilisateur ou du public (arêtes vives, pointes saillantes, etc.).
- L'entrepreneur est responsable du maintien en bon état des barrières ou clôtures de chantier.
- Si un désordre est constaté en heures ouvrées, il est notifié une mise en demeure à l'entreprise défaillante. Si un désordre est constaté en heures chômées, l'intervention est automatiquement déclenchée à partir d'une astreinte. Cette intervention de l'astreinte sera notifiée à l'entreprise, ainsi que le montant des dépenses correspondant à la remise en état, lequel montant sera facturé à l'entreprise.
- Limiter et contrôler les principales voies d'accès afin d'assurer l'herméticité du chantier.
- Garantir la fermeture du chantier et matérialiser les interdictions d'accès.
- Être en mesure d'identifier les équipes, ouvriers et visiteurs (port du badge obligatoire).

• **Éclairage :**

- Pendant toute la durée du chantier, un éclairage provisoire devra être maintenu dans la zone concernée par les travaux. La base vie devra être éclairée la nuit sur détection de mouvement et ne pas être implantée en périmétrie de la clôture (risque d'escalade).
- Prévoir un éclairage général du chantier la nuit, déclenché par des détecteurs de présence.

• **Sécurisation de l'intérieur des chantiers :**

- Prévoir un système de détection d'intrusion géré par une société de télésurveillance.
- Pour les chantiers jugés sensibles, recourir à des prestations de gardiennage.
- Mutualiser le plus possible la surveillance entre chantiers.

• **Tenue du chantier :**

- Ne pas stocker de matériaux de valeur sur site.
- Nettoyer le chantier et ses abords de tout matériau pouvant servir de projectile.
- Veiller à ce qu'aucun objet ou matériel pouvant servir à dégrader le chantier ou pouvant être volé ne soit abandonné et à la vue des passants.
- Prévoir des zones de stockage spécifiques pour les matériaux et équipements et des zones de parcage des engins le plus loin possible des zones facilement accessibles depuis la rue. Mutualiser si possible ces zones entre les chantiers.
- Éviter d'approvisionner le chantier trop longtemps à l'avance, notamment les veilles de fêtes et de week-end.
- Hors période d'activité, retirer du chantier les outils et matériels de valeur ou pouvant servir d'armes par destination ou les ranger dans des espaces sécurisés (locaux, containers fermés à clefs).

• **Mettre en place une fiche de signalement d'incident de chantier ou de non-conformité :**

En cas d'incident de chantier ou de non-conformité, la personne qui constate l'événement remplit une fiche d'incident ou de non-conformité. Cette fiche devra être transmise au maître d'ouvrage via le maître d'œuvre.

• **Protéger le matériel et les engins :**

- Généraliser les antivols, telles les coupures du circuit d'alimentation en carburant sur les engins.
- Positionner les matériels et engins de façon à rendre plus difficile leur enlèvement. Imbriquer plusieurs matériels les uns dans les autres.

- Photographier les engins, relever leur n° de série et signes particuliers facilitant leur recherche en cas de vol.
- Protéger l'accès aux grues et aux câbles des grues (câbles électriques invisibles et difficilement accessibles).
- **Informers les services de secours et de sécurité du phasage du chantier :**
 - Organiser une rencontre lors du lancement du chantier avec la Police nationale.
 - Nommer un référent-chantier, représentant des entreprises et interlocuteur de la Police nationale.
- **Faciliter le dépôt de plainte des entreprises en cas d'évènement (dégradations, vols).**

Exemple de procédure simplifiée de dépôt de plainte :

- Le représentant de l'entreprise victime de vol ou de vandalisme remplit lui-même un procès-verbal vierge en y apportant un maximum de précisions.
- Il fera parvenir le document signé au commissariat de Police (envoi par la Poste ou dépôt au commissariat).
- Il recevra en retour un accusé de réception de dépôt de plainte souvent demandé par les assureurs.
- À la vue des éléments indiqués dans le document, la victime pourra être convoquée au commissariat à une date convenue auparavant par téléphone.

ARTICLE 29 – Clôtures de chantier

Le Constructeur devra faire poser, à ses frais, la clôture de son chantier et des emprises mises à sa disposition dans le respect de la charte graphique, immédiatement après la prise de possession de l'emprise. Il restera, en permanence, responsable de la sécurité et de la réglementation liée à cette clôture, ainsi que de sa résistance, de sa stabilité et de son parfait état.

La charte de communication de l'Aménageur s'impose à l'ensemble des chantiers de la ZAC. Cette charte, qui constitue l'Annexe n°5 – Prescriptions issues de la stratégie éco-territoire du CCCT, définit la nature, les types, le traitement formel (formats, matériaux, modularité, couleurs, etc.) et les modalités de mise en œuvre des clôtures de chantier.

La clôture pourra accueillir, sur son linéaire visible depuis la rue, les communications relatives au chantier ou au projet de la ZAC.

La clôture de type Heras ou équivalent, hauteur 2 m ou 3 m, en acier galvanisé pourra être utilisée si elle n'est pas visible depuis la voie publique après accord de l'aménageur.

ARTICLE 30 – Accès au chantier/fermeture

ARTICLE 30.1 – Fermeture du chantier

Les accès aux emprises de chantier devront être maintenus fermés de façon efficace en dehors des horaires d'activité et pendant les week-ends.

Sauf autorisations particulières, les horaires d'accès à la ZAC sont de 6 à 20 heures, du lundi au vendredi inclus. Par ailleurs, le Constructeur organisera son chantier de manière à éviter les livraisons durant les heures de pointe et dans le respect des prescriptions de la Préfecture ou des collectivités compétentes.

ARTICLE 30.2 – Accès au chantier

Le Constructeur devra faire réaliser le ou les accès de son chantier jusqu'à la voie publique la plus proche ou les voies de dessertes communes de chantiers. Ces accès devront être éclairés pour

assurer la sécurité des personnes. L'éclairage est à la charge du Constructeur.

Le Constructeur devra se conformer aux instructions et aux schémas obligatoires de circulation qui lui seront communiqués par l'Aménageur. Les itinéraires imposés seront impératifs.

Les voies d'accès et schémas de circulation pourront évoluer en cours de chantier. Le Constructeur devra s'adapter à ces évolutions.

Lorsque les accès au chantier se feront le long des voies importantes, l'Aménageur imposera au Constructeur des mesures appropriées de surveillance, de sécurité et de nettoyage.

ARTICLE 30.3 – Approvisionnements/évacuation des déblais

Au moment des commandes, le Constructeur devra informer les entreprises chargées des approvisionnements de la démarche environnementale du chantier.

Le Constructeur devra créer un document décrivant les règles à respecter par les chauffeurs au moment de la livraison (vitesse, lavage des roues, lavage des goulottes béton, etc.). Un plan d'accès au chantier sera également intégré.

Ce document devra être joint aux bons de commandes.

Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances aux riverains.

Des aires d'attente pour les camions devront être prévues pour pallier les risques de files d'attente. Ces « zones tampons » pourront être éventuellement en dehors de la ZAC, sans que cela ne génère de nuisances pour le public.

Des panneaux indiquant l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison seront mis en place.

Le Constructeur devra impérativement informer l'Aménageur de tous les moyens et voies de circulation retenus pour l'évacuation des déblais et l'approvisionnement de son chantier.

ARTICLE 30.4 – Convois exceptionnels

En cas de nécessité d'un convoi exceptionnel à l'intérieur du périmètre de la ZAC, outre les autorisations réglementaires, le Constructeur devra impérativement avoir obtenu de l'Aménageur son approbation sur l'itinéraire, les horaires et les conditions de circulation du convoi. Le Constructeur devra notamment s'assurer que le passage des convois est compatible avec les ouvrages de la ZAC existants ou en cours de réalisation.

Le Constructeur demeure en tout état de cause responsable de toutes les dégradations que de tels convois exceptionnels pourraient engendrer sur les ouvrages réalisés ou en cours de réalisation dans la ZAC.

ARTICLE 31 – Panneaux de chantier

ARTICLE 31.1 – Généralités

Le Constructeur réalisera, à ses frais, les panneaux de chantier réglementaires et de communication sur le projet décrits ci-après et devra présenter une maquette de chaque panneau à l'approbation de l'Aménageur avant leur fabrication.

Le Constructeur devra assurer à ses frais : la fourniture, la pose, les déplacements éventuels, l'entretien, le maintien dans un parfait état et la mise à jour de ces éléments.

L'affichage publicitaire est interdit au Constructeur sur la totalité de la ZAC à la périphérie de celle-ci, sauf accord écrit de l'Aménageur.

L'Aménageur se réserve le droit d'apposer des panneaux publicitaires ou d'information sur les palissades clôturant l'opération.

La charte de communication chantier s'impose à l'ensemble de la ZAC. Cette charte définit la nature, les types, le traitement formel (formats, matériaux, modularité, couleurs, etc.) et les modalités de mise en œuvre des supports spécifiques à l'information et à la communication du projet.

ARTICLE 31.2 – Nombre de panneaux et localisation

Le Constructeur réalisera, à ses frais :

- panneau permis de construire ;
- panneau réglementaire de la liste des intervenants ;
- panneau de communication sur le projet.

La localisation, la dimension et le positionnement en hauteur de ces panneaux devront être soumis à l'approbation de l'Aménageur.

ARTICLE 31.3 – Contenu des panneaux

• Panneau A - Permis de construire

Ce panneau doit être conforme aux dispositions des Articles A.424-15 à 17 du Code de l'urbanisme.

• Panneau B - Liste des intervenants

L'usage de faire figurer les coordonnées des divers intervenants sur le chantier sur ce panneau est devenu une obligation réglementaire pour les entreprises, en application du décret n° 796492 du 13 juin 1979. On y trouvera (avec chaque fois leurs coordonnées) :

- nom de l'opération (nombre de logements, bureaux, boutiques, usage, etc.) ;
- aménageur ;
- maître d'ouvrage ;
- maître d'ouvrage délégué (éventuellement) ;
- architecte urbaniste coordonnateur ;
- architecte du bâtiment ;
- maître d'œuvre de conception, d'exécution (éventuellement) ;
- liste des bureaux d'études, ingénieurs conseils, économistes, pilote, bureau de contrôle, etc. (et leurs coordonnées) ;
- CSPS.

Doivent également figurer les informations suivantes :

- numéro des lots ;
- désignation des lots ;
- nom des entreprises titulaires (pour chaque lot) ;
- coordonnées des entreprises.

• Panneau C - Panneau de communication du projet

Le Code de l'urbanisme précise également que l'ouvrage à construire sera présenté sous forme d'un visuel (perspective de l'ouvrage et, éventuellement, coupe ou plan pour les ouvrages techniques).

Ce panneau présentera également un numéro de téléphone pour que les personnes extérieures puissent faire part de leurs remarques.

ARTICLE 32 – Gardiennage

Le gardiennage et le contrôle d'accès des chantiers du Constructeur est de sa responsabilité et à sa charge. Il doit également veiller à poser les panneaux nécessaires pour interdire l'accès des tiers et éviter le stationnement sur les accès.

L'Aménageur n'est habilité en aucune manière à assurer la surveillance et le gardiennage des chantiers.

Le stockage de tous éléments, matériels et le stationnement de tous engins doit s'effectuer à l'intérieur de l'enceinte de chantier. Aucun équipement, objet ou matériel ne doit pouvoir être volé ou détourné de son usage à des fins de dégradation.

ARTICLE 33 – Stationnement des véhicules

Les intervenants sont invités à accéder au chantier en empruntant les transports en commun situés à proximité du site.

Le stationnement est pros crit sur les espaces communs de chantiers pour tous les véhicules, y compris ceux du personnel de chantier, afin notamment de ne pas gêner le stationnement des riverains. Le stationnement devra s'effectuer uniquement sur les emprises affectées au chantier.

Si l'emprise du chantier n'offre pas les disponibilités suffisantes pour le stationnement des véhicules des personnels intervenant sur le chantier, il appartiendra au Constructeur de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'organiser le stationnement sans que celui-ci ne provoque de nuisances auprès des riverains.

Une réflexion sur l'acheminement du personnel devra être menée par le Constructeur.

ARTICLE 34 – Alimentation du chantier

Le Constructeur fera son affaire de l'alimentation de son chantier en moyens de service et définira, en temps utile, auprès des services intéressés, les besoins en eau, électricité B.T. ou, éventuellement, M.T., lignes téléphoniques, etc. nécessaires à la bonne marche du chantier. Copies de ces demandes seront adressées à l'Aménageur qui pourra regrouper les distributions de certains moyens en service.

Le Constructeur devra se renseigner auprès de l'Aménageur afin de s'assurer, le cas échéant, que des réseaux de distribution communs à plusieurs chantiers ont été mis en place et dans lesquels le Constructeur pourra se raccorder.

Dans ce cas, le coût de ces réseaux communs sera répercuté à chaque opération par les concessionnaires respectifs.

Le raccordement depuis ces installations jusqu'à chaque opération, ainsi que l'entretien, incombent entièrement au Constructeur.

Le tracé de toutes les alimentations ou évacuations de chantier ainsi que l'emplacement des tableaux de raccordement devront impérativement être soumis à l'approbation de l'Aménageur avant exécution.

En tout état de cause, l'implantation de tableau ou coffret en dehors de l'emprise du terrain est exclue, sauf accord de l'Aménageur.

Les installations électriques se feront par armoire dédiée à l'extérieur du poste de livraison publique concerné et seront signalées avec le nom de l'entreprise et la parcelle et opération concernée.

Les câbles aériens d'alimentation électrique de chantier seront disposés à une hauteur de 7,30 m.

ARTICLE 35 – Terrassements

Le Constructeur est responsable du respect et du contrôle de la sécurité des fouilles et des excavations.

ARTICLE 35.1 – Talus

Dans le cas de talus, il veillera au respect des pentes et précautions réglementaires contre la pluie. Des précautions exceptionnelles sont à prendre en partie haute des talus, dans le cas de risque de circulation de véhicules ou d'engins de chantier. Toute excavation doit être protégée par une clôture périphérique résistante, inamovible et de hauteur réglementaire.

ARTICLE 35.2 – Emprises limitées

Lorsque l'emprise allouée par l'Aménageur le long d'une opération ne sera pas de longueur suffisante pour autoriser un talus et une banquettes de sécurité réglementaires, le Constructeur devra prendre en charge le changement de technique d'excavation (tranchées blindées ou soutènement par exemple) sans pouvoir invoquer la responsabilité de l'Aménageur pour quelque motif que ce soit.

ARTICLE 35.3 – Tirants

La mise en place de tirants provisoires éventuels retenant les parois verticales ou à forte pente n'est envisageable qu'après autorisation écrite des autorités compétentes (ou riverains) et de l'Aménageur. La mise en place de tirants définitifs est à exclure, sauf cas exceptionnel à soumettre à l'Aménageur.

L'accord de l'Aménageur ne peut, en aucun cas, engager sa responsabilité.

ARTICLE 36 – Prescription relative à l'utilisation des grues

ARTICLE 36.1 – Généralités

Le Constructeur est seul responsable de la sécurité et du fonctionnement de ses grues ainsi que de toutes incidences que celles-ci peuvent entraîner, tant sur son chantier que sur le voisinage.

Il devra successivement effectuer les démarches suivantes :

- établir un projet de plan de grues pour son chantier, en concertation avec l'Aménageur ;
- coordonner ce plan et les caractéristiques des grues avec les chantiers voisins, en cours, sur le point de démarrer ou dont le Constructeur est connu ;
- établir un plan de coordination faisant apparaître toutes les grues des chantiers voisins et le faire approuver par les Constructeurs correspondants ;
- faire approuver ce plan par les organismes de sécurité : O.P.P.B.T.P., C.R.A.M.I.F. et Inspection du travail ;
- soumettre son plan approuvé à l'Aménageur qui vérifiera, sans engager sa responsabilité au niveau de la sécurité ou d'éventuels recours, que la disposition des grues n'entraîne pas de contrainte ou d'impossibilité dans l'évolution de l'aménagement de la ZAC ;
- respecter la réglementation et les servitudes imposées par la proximité du radar ; soumettre à la DGAC et aux autorisés compétentes, pour autorisation réglementaire le plan approuvé par l'Aménageur.

ARTICLE 36.2 – Coordination des interférences de grues

Dès qu'une interférence existe entre deux ou plusieurs grues (flèches ou contre flèches), l'utilisation d'un système autorisé de gestion des interférences sera obligatoire.

Le système devra être compatible avec le système déjà installé sur d'autres grues de la ZAC. Le cas échéant, l'Aménageur se réserve le droit de sélectionner un système unifié.

ARTICLE 36.3 – Survol d'un chantier à l'autre

Chaque grue devra avoir un limiteur de survol interdisant à une charge de survoler le chantier voisin, sauf accord écrit de celui-ci, et dispositions particulières de sécurité.

En cas de non-accord entre deux Constructeurs voisins, sur des problèmes d'installation de grues, l'Aménageur se réserve le droit de refuser l'implantation d'une ou de plusieurs grues, lorsque cette implantation ne concilie pas au mieux les intérêts des deux opposants.

ARTICLE 36.4 – Survol de voiries provisoires ou d'espaces communs intérieurs à la ZAC

Pour ces emprises, le survol par des charges est formellement interdit, sauf autorisation exceptionnelle

de l'Aménageur.

Dans ce dernier cas, la zone de survol devra impérativement être protégée et interdite d'accès par une clôture de deux mètres de hauteur.

ARTICLE 36.5 – Limiteur de survol des terrains à l'extérieur de la ZAC

Pour le survol des propriétés voisines, il est rappelé que les Constructeurs devront obtenir l'autorisation des autorités compétentes.

Chaque grue devra avoir un limiteur de survol interdisant à une charge de survoler les propriétés voisines.

Le survol de la contre flèche sur les propriétés voisines est possible si les propriétaires donnent leur accord.

ARTICLE 36.6 – Survol sur les terrains du domaine public

Pour le survol de ces terrains, il est rappelé qu'il est nécessaire d'obtenir l'autorisation des autorités compétentes. Cependant, certains terrains ne pourront en aucune manière être survolés par la flèche (même sans charge) ou la contre flèche de la grue.

ARTICLE 37 – Centrales de production de béton

L'implantation d'une centrale à béton sur un chantier, en dehors de la parcelle privative, sera soumise à autorisation spécifique de l'Aménageur.

L'Aménageur pourra refuser l'implantation de la centrale sur l'emprise précaire de chantier en fonction des contraintes propres à l'Aménageur général de la ZAC.

Si son établissement sur l'emprise précaire de chantier est autorisé par l'Aménageur, son emplacement devra pouvoir être libéré dans les conditions prévues par le présent Règlement de chantier et par la Convention d'occupation précaire d'emprises de chantier, en particulier pour la réalisation de réseaux ou d'ouvrages de voirie.

ARTICLE 38 – Travaux sur les espaces communs de l'opération d'aménagement

Le Constructeur ne pourra entreprendre ou commanditer aucun travail à réaliser en dehors de son emprise de chantier sans en avoir au préalable informé l'Aménageur au minimum deux semaines avant le démarrage de ces travaux.

Ceux-ci ne pourront commencer qu'après obtention d'un écrit de l'Aménageur et sous réserve également d'un accord de l'autorité concernée par l'emplacement des travaux ou la nature des ouvrages intéressés (cela concerne notamment les grutages exceptionnels par grues mobiles, les bétonnages, les branchements particuliers). La demande du Constructeur sera formalisée et instruite par l'aménageur dans les conditions de l'ARTICLE 6 du présent Règlement de chantier.

Dans tous les cas, le Constructeur, par le fait même qu'il intervient dans un espace commun, doit assurer tout problème de sécurité qui pourrait naître de l'existence de ses travaux. Il doit en particulier mettre en place une signalisation et une protection efficaces.

Le Constructeur prendra toutes dispositions de protection des aménagements réalisés provisoires ou définitifs.

ARTICLE 39 – Contrôle de l'exécution en travaux

Pour l'exécution de la mission, les représentants de l'Aménageur pourront se rendre à tout moment (en

présence d'un représentant du Constructeur dûment averti) dans tous les lieux et constructions de l'opération.

Ils pourront se faire communiquer tous les plans et pièces de détail, d'ordre architectural ou général, établis pour l'exécution des travaux dans la limite des contraintes de propriété intellectuelle.

Les représentants de l'Aménageur seront autorisés à suivre les chantiers et pourront y accéder à tout moment, sous réserve de prévenir préalablement le Constructeur.

ARTICLE 40 – Diffusion du présent règlement

Chaque Constructeur est responsable, en ce qui le concerne, de l'activité de ses entreprises et des fournisseurs de celles-ci.

Le présent règlement de chantier devra être joint intégralement aux pièces contractuelles des marchés d'entreprises de construction du Constructeur.

Un exemplaire du règlement devra être affiché dans les différents bureaux de chantiers.

ARTICLE 41 – Interférences et coordination des chantiers simultanés

Plusieurs chantiers de construction et d'aménagement peuvent se dérouler simultanément sur la ZAC. L'Aménageur communiquera en conséquence tous les renseignements nécessaires à ce sujet au Constructeur.

Avant le démarrage du chantier, ou tout au long de celui-ci, en tant que de besoin, l'Aménageur réunira les Constructeurs des différents chantiers pour déterminer les modalités de la coordination inter chantiers.

Les réunions interchantiers sont des réunions de coordination permettent d'anticiper les interfaces entre les lots de construction et les aménagements aux abords du lot mais également des réunions de travaux sur des thématiques de coordination de chantiers (organisation des travaux de raccordements de réseaux, modifications d'emprises de travaux ou de circulations...).

ARTICLE 42 – Sanctions et modalités financières

Le présent article a pour but principal de définir les sanctions applicables en cas de non-respect des obligations du Constructeur en période de préparation des travaux, au cours de leur réalisation et à l'achèvement de ceux-ci.

Le montant de l'unité U de pénalité est fixé à 100 €.

Ces pénalités ne sauraient en aucun cas se substituer aux réparations de préjudices qui pourraient éventuellement être demandées par l'Aménageur en cas de non-observation des prescriptions contractuelles ou réglementaires.

Les pénalités sont applicables immédiatement après constat unilatéral par l'Aménageur de l'infraction commise par le Constructeur par facturation directe ou par prélèvement sur le dépôt de garantie.

Les pénalités indiquées dans le tableau sont journalières et pour chaque cas. Ainsi, toute infraction répétée plusieurs jours sera suivie d'une pénalité multipliée par le nombre de jours calendaires correspondants.

Toutefois, si le non-respect des obligations du Constructeur fait l'objet d'une contravention dressée par les forces de police ou par un agent assermenté extérieur à l'Aménageur, aucune pénalité visant le même objet ne sera appliquée, afin d'éviter une double sanction.

Transmission de documents	—Non-transmission et non remise à jour des documents pendant le chantier	J	5 U
Réunions	—Absence à une réunion	U	1 U
Sécurité	—Une manutention au-dessus d'un cheminement piéton ou d'un espace public sans mesures de protection.	J	5 U
	—Travaux en hauteur sans concertation avec le chantier du bas.	J	5 U
	—Travaux en hauteur sans gestion du risque de chute.	J	5 U
	—Pour une fouille non protégée à proximité ou sur une partie commune.	J	5 U
	—Manquement à la sécurité par rapport aux piétons.	J	5 U
	— Non-respect du code de la route ou des conditions de circulation spécifiques de la ZAC.	U	5 U
	— Tout autre manquement à la sécurité constaté par l'Aménageur, ses représentants ou des organismes de sécurité.	J	5 U
Prescriptions environnementales	—Rejet dans le réseau commun de collecte des eaux pluviales d'eaux non conforme.	U	10 U
	—Salissures sur la voirie liées au chantier.	U	15 U
	—Camions mal chargés laissant tomber des matériels ou matériaux sur les voies de circulations.	U	5 U
	— Non-respect de l'environnement du chantier conformément aux articles ci-avant.		5 U
	—Débordement des eaux de ruissellement en dehors de l'emprise de chantier.	J	5 U

Emprises de chantier	—Non-respect des emprises de chantier telles que approuvées par l'Aménageur.	J	10 U
	—Non libération des emprises précaires de chantier conformément aux articles ci avant.	J	20 U
	—Stockage de matériaux ou matériels hors emprises autorisées par l'Aménageur.	J	10 U
Installations de chantier	—Non-respect du plan d'installations de chantier.	J	5 U
	—Etat défectueux de la clôture, non-conformité d'aspect avec la charte graphique, non-entretien des bardages/clôtures suite à demande de l'aménageur.	J	5 U
	—Puisage sur poteau incendie sans autorisation.	J	5 U
	—Non-pose ou non-conformité des panneaux de chantier.	J	5 U
	—Disparition ou déplacement d'un repère topographique, d'un piézomètre.	J	5 U
	—Travail des grues hors des prescriptions du CTNI BTP ou hors du règlement imposé par la convention de grue conclus avec le lot (le cas échéant).	J	5 U
	—Retard dans le déplacement des ouvrages d'alimentation sur l'espace public.	J	5 U
	—Publicité interdite.	J	5 U
Circulation et stationnement	—Non-respect du plan de circulation.	J	10 U
	—Stationnement hors parking.	J	5 U
	—Dégradation de la signalisation.	U	5 U
	—Toute autre dégradation extérieure au périmètre du chantier.	U	5 U
	—Non mise en place de zones d'attentes extérieures à la ZAC pour éviter/gérer les files d'attentes à la demande de l'aménageur	J	5 U
	Livraison hors des emprises validées par l'Aménageur.	U	5 U
	Tout autre non-respect du présent document et non détaillé ci-dessus sera pénalisable d'un montant de 2 U par jour.		

ARTICLE 43 – Référés préventifs

Dans les cas où les travaux du Constructeur seraient mitoyens avec des bâtiments en exploitation, un référé préventif aura lieu à la charge du Constructeur.

ARTICLE 44 – Compte des dépenses d'intérêt commune la ZAC

Un Compte des dépenses d'intérêt commun (CODIC) de la ZAC est mis en place pour toutes les opérations de la ZAC, y compris celles liées à l'aménagement et l'équipement de la ZAC.

La création de ce Compte des dépenses d'intérêt commun de la ZAC est imposée à chaque Constructeur et à ses cessionnaires successifs, dès lors que le constructeur utilise les ouvrages situés dans le périmètre du CODIC défini par L'Aménageur.

Les prestations imputées à ce Compte feront l'objet d'une convention dont le modèle est joint en annexe du présent Règlement de chantier, et comprendront au minimum celles qui sont précisées aux paragraphes ci-dessous, et concerne la création et l'entretien des ouvrages de durée limitée intéressant la desserte et le fonctionnement communs aux opérations en cours de réalisation.

ARTICLE 44.1 – Clôtures communes

Des clôtures pourront être prises en charge (pose, déplacement et entretien) par le Compte en bordure des voies, emprises ou parkings communs à plusieurs opérations du quartier.

ARTICLE 44.2 – Éclairage des circulations et espaces communs

L'éclairage des circulations (des véhicules et des piétons), des parkings et emprises d'utilisation commune, les accès, et des panneaux de signalisation ou de fléchage communs sera réalisé par l'Aménageur qui en répercutera les dépenses au prorata aux Constructeurs.

ARTICLE 44.3 – Surveillance et contrôle des accès et circulations

Des dispositifs et un personnel de surveillance des accès aux zones d'activité de la ZAC seront déterminés et mis en place par l'Aménageur qui en répercutera les dépenses au prorata aux Constructeurs.

L'adhésion à un dispositif de gestion horaire pour l'accès aux chantiers pourra être imposée au Constructeur.

ARTICLE 44.4 – Fléchage et signalisation des chantiers

Sur les clôtures séparatives des voies publiques l'Aménageur mettra en place un fléchage et une signalisation générale des chantiers. Leur entretien et leur fonctionnement ainsi que leur réparation ou remplacement ou déplacement en cas de nécessité seront imputés au Compte des dépenses d'intérêt commun de la ZAC.

Le fléchage et la signalisation sur le domaine public à l'initiative du Constructeur est interdite.

ARTICLE 44.5 – Réseaux d'évacuation et d'alimentation communs aux chantiers

L'entretien et le fonctionnement des réseaux d'évacuation et d'alimentation communs à plusieurs chantiers, quand ils existent, sont à la charge du Compte des dépenses d'intérêt commun de la ZAC, ainsi que les consommations en l'absence de comptage particulier.

ARTICLE 44.6 – Nettoyage des voies et des ouvrages communs

En dehors des cas où le nettoyage incombe à un Constructeur, des nettoyages seront régulièrement effectués au titre du Compte des dépenses d'intérêt commun de la ZAC pour maintenir la propreté des voies et ouvrages communs, soit à la demande de l'Aménageur de façon périodique ou ponctuelle, soit à la suite d'une intervention des services publics concernés.

ARTICLE 44.7 – Prestations d'intérêt commun à plusieurs chantiers

Les prestations communes à plusieurs opérations, rendues nécessaires pour leur fonctionnement ou résultant de celui-ci, non imputables à une opération particulière, seront à la charge du Compte des dépenses d'intérêt commun de la ZAC, en particulier :

- plans ou relevés reconnus d'intérêt commun ;
- installations et services communs (échange, transformation, aire de lavage, infirmerie si nécessaire, etc.) ;
- dispositions communes d'hygiène et de sécurité ;
- gardiennage collectif éventuel ;

- dispositifs collectifs de limitation des nuisances ;
- conséquences ou réparations effectuées à la suite de dégradations dont l'origine n'a pas été détectée.

ARTICLE 45 – Adaptation et mise à jour du présent règlement de chantier

En fonction des éventuelles difficultés rencontrées dans l'application du présent document sur la ZAC, des adaptations et mises à jour de ce document seront effectuées par l'Aménageur, en concertation avec les Constructeurs



Établissement public Paris-Saclay
6 boulevard Dubreuil
91400 Orsay
T. +33 (0)1 64 54 36 50
www.epaps.fr